

Bulletin officiel n° 15 du 15 avril 2010

Sommaire

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire des composants électroniques

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009 (NOR : CTNX0927353X)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire des télécommunications

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009 (NOR : CTNX0927355X)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire de l'informatique et de l'internet

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009 (NOR : CTNX0927357X)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire des affaires étrangères

liste du 19-1-2010 - J.O. du 19-1-2010 (NOR : CTNX0928934K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire de l'économie et des finances

liste du 19-1-2010 - J.O. du 19-1-2010 (NOR : CTNX0928936K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire de l'environnement

note du 4-2-2010 - J. O. du 4-2-2010 (NOR : CTNX1000639X)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)

Vocabulaire de l'économie et des finances

note du 2-3-2010 - J.O. du 2-3-2010 (NOR : CTNX1003051X)

Déconcentration administrative (RLR : 140-2g)

Délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'Éducation nationale aux vice-recteurs de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière d'organisation des élections à certaines commissions administratives paritaires

arrêté du 19-3-2010 (NOR : MENH1000257A)

Enseignements secondaire et supérieur

Brevet de technicien supérieur (RLR : 544-4b)

« Assistant de manager » - définition et conditions de délivrance

arrêté du 25-2-2010 - J.O. du 19-3-2010 (NOR : ESRS1004390A)

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat culturel (RLR : 501-0 ; 554-9)

Missions des personnels enseignants au sein des services éducatifs des institutions culturelles

circulaire n° 2010-040 du 30-3-2010 (NOR : MENE1006823C)

Baccalauréat général et technologique (RLR : 544-0a ; 544-1a)

Liste des académies et des collectivités d'outre-mer dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien à la session 2010

arrêté du 2-3-2010 - J.O. du 16-3-2010 (NOR : MENE1004282A)

Personnels

Enseignement privé sous contrat (RLR : 531-7)

Contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat - année scolaire 2010-2011
arrêté du 3-3-2010 - J.O. du 13-3-2010 (NOR : MENF0931955A)

Enseignement privé sous contrat (RLR : 531-7)

Répartition par département, au premier concours interne, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat - année scolaire 2010-2011
arrêté du 3-3-2010 - J.O. du 13-3-2010 (NOR : MENF0931958A)

Mouvement (RLR : 622-1 ; 622-3 ; 622-5b ; 622-5c)

Nomination sur les emplois fonctionnels de secrétaires généraux d'académie, d'établissements publics d'enseignement supérieur, administrateurs de l'EN, de l'ESR en rectorat, IA, EPLE, université et dans le réseau des œuvres universitaires et scolaires
note de service n° 2010-041 du 30-3-2010 (NOR : MEND1007037N)

Mouvement du personnel

Nominations

Candidats admis au concours sur titres de recrutement des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux, au titre de l'année 2009
arrêté du 1-4-2010 (NOR : MEND1000320A)

Nominations

Chef du service académique d'information et d'orientation, délégué régional de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions de l'académie de Poitiers
arrêté du 8-3-2010 (NOR : MEND1000253A)

Admission à la retraite

Inspecteur général de l'Éducation nationale
arrêté du 1-3-2010 - J.O. du 11-3-2010 (NOR : MENI1000666A)

Informations générales

Vacances de postes

Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis et des Loges à Saint-Germain-en-Laye - rentrée scolaire 2010-2011
avis du 17-3-2010 (NOR : MENH1000249V)

Vacances de postes

Centre national de documentation pédagogique
avis du 16-3-2010 (NOR : MENY1000245V)

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des composants électroniques

NOR : CTNX0927353X

RLR : 104-7

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009

MEN - MCC

I - Termes et définitions

actionneur, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Dispositif qui convertit en énergie cinématique divers types d'énergie tels que l'énergie électrique ou l'énergie chimique, afin de produire une action mécanique.

Équivalent étranger : actuator.

boîtier à puce

Domaine : Électronique.

Définition : Boîtier destiné à l'encapsulation d'une seule puce de circuit intégré et qui présente une surface à peine supérieure à celle de la puce.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « boîtier-puce », qui n'est pas recommandé.

Voir aussi : mise en boîtier.

Équivalent étranger : chip-scale package (CSP).

boîtier matriciel

Domaine : Électronique.

Définition : Boîtier dont les sorties sont disposées sur le fond, selon une structure en grille.

Voir aussi : boîtier matriciel à billes, boîtier matriciel à broches.

Équivalent étranger : grid array.

boîtier matriciel à billes

Forme abrégée : boîtier à billes.

Domaine : Électronique.

Définition : Boîtier matriciel dont les sorties sont des billes de soudure.

Voir aussi : boîtier matriciel.

Équivalent étranger : ball grid array (BGA).

boîtier matriciel à broches

Domaine : Électronique.

Définition : Boîtier matriciel dont les sorties sont des broches.

Note : L'expression « boîtier PGA » est à proscrire.

Voir aussi : boîtier matriciel.

Équivalent étranger : pin grid array (PGA).

cœur de processeur

Forme abrégée : cœur, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Unité de calcul d'un processeur.

Note : Un processeur peut comporter plusieurs cœurs.

Voir aussi : processeur multicœur.

Équivalent étranger : core, processor core.

conducteur-poutre, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Patte rigide dépassant d'une puce, fabriquée en même temps que celle-ci et servant à sa fixation mécanique et à sa connexion électrique.

Équivalent étranger : beam lead.

diode électroluminescente organique

Abréviation : DELO.

Domaine : Électronique.

Définition : Diode électroluminescente dont la couche émettrice de lumière est composée de semiconducteurs organiques.

Note : Les diodes électroluminescentes organiques sont principalement utilisées dans des dispositifs d'affichage et d'éclairage.

Voir aussi : diode électroluminescente.

Équivalent étranger : organic light-emitting diode (OLED).

encapsulation sur tranche

Domaine : Électronique.

Définition : Technique de fabrication conjointe d'un boîtier à puce et de sa puce, qui consiste à réaliser toutes les opérations au niveau des tranches de silicium, avant le découpage en composants individuels.

Voir aussi : boîtier à puce, mise en boîtier.

Équivalent étranger : wafer-level packaging (WLP).

matrice de micromiroirs

Abréviation : MDM.

Domaine : Électronique.

Définition : Dispositif destiné à la vidéoprojection, composé d'un grand nombre de micromiroirs commandés à partir de données numériques.

Note :

1. Le nombre des micromiroirs peut atteindre plusieurs milliers.

2. L'expression anglaise digital light processing (DLP), qui désigne une réalisation particulière utilisant une matrice de micromiroirs, ne doit pas être utilisée.

Voir aussi : micromiroir.

Équivalent étranger : digital micromirror device (DMD).

mems, n.m. (langage professionnel)

Domaine : Électronique.

Voir : microsysteme électromécanique.

micromiroir, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Miroir orientable réalisé par micro-usinage, destiné à réfléchir des signaux lumineux dans des directions déterminées.

Note :

1. Plusieurs milliers de micromiroirs, disposés sur une puce, permettent de projeter des images sur un grand écran.

2. On utilise également des micromiroirs pour commuter des signaux entre fibres optiques.

Voir aussi : micro-usinage.

Équivalent étranger : micromirror.

micropoutre, n.f.

Domaine : Électronique.

Définition : Élément d'un microsysteme électromécanique, présentant une forme allongée, qui est fixé par une seule de ses extrémités afin de permettre sa déformation par flexion ou par torsion, selon sa fonction.

Voir aussi : microsysteme électromécanique.

Équivalent étranger : microcantilever.

microsysteme électromécanique

Forme abrégée : microsysteme, n.m.

Domaine : Électronique.

Synonyme : mems, n.m. (langage professionnel).

Définition : Systeme intégrant sur une puce des dispositifs mécaniques et électroniques, qui remplit une fonction déterminée.

Équivalent étranger : micro-electromechanical system (MEMS).

micro-usinage, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Ensemble de techniques utilisées dans la fabrication des microsystemes électromécaniques.

Voir aussi : microsysteme électromécanique, micro-usinage de surface, micro-usinage de volume.

Équivalent étranger : micromachining.

module multipuce

Domaine : Électronique.

Définition : Assemblage, sur un même substrat, de plusieurs puces et éventuellement de composants discrets.

Équivalent étranger : multi-chip module (MCM).

processeur multicœur

Forme abrégée : multicœur, n.m.

Domaine : Électronique.

Définition : Circuit intégré comprenant plusieurs cœurs de processeur, qui permet le traitement en parallèle de plusieurs opérations, différentes ou de même type.

Note : Il existe en particulier des processeurs bicœurs et des processeurs quadricœurs.

Voir aussi : cœur de processeur, processeur bicœur, processeur quadricœur.

Équivalent étranger : multicore, multicore processor.

trou de liaison

Domaine : Électronique.

Synonyme : trou d'interconnexion.

Définition : Trou dont la paroi métallisée permet d'établir une liaison électrique entre deux niveaux d'un circuit intégré, à travers la couche isolante.

Équivalent étranger : via.

trou d'interconnexion

Domaine : Électronique.

Voir : trou de liaison.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
actuator.	Électronique.	actionneur , n.m.
ball grid array (BGA).	Électronique.	boîtier matriciel à billes, boîtier à billes.
beam lead.	Électronique.	conducteur-poutre , n.m.
bulk micromachining.	Électronique.	micro-usinage de volume.
chip-scale package (CSP).	Électronique.	boîtier à puce.
core, processor core.	Électronique.	cœur de processeur, cœur , n.m.
digital micromirror device (DMD).	Électronique.	matrice de micromiroirs (MDM).
dual core, dual core processor.	Électronique.	processeur bicœur, bicœur, n.m.
grid array.	Électronique.	boîtier matriciel.
microcantilever.	Électronique.	micropoutre , n.f.
micro-electromechanical system (MEMS).	Électronique.	microsystème électromécanique, microsystème , n.m., mems , n.m. (langage professionnel).
micromachining.	Électronique.	micro-usinage , n.m.
micromirror.	Électronique.	micromiroir , n.m.
multi-chip module (MCM).	Électronique.	module multipuce.
multicore, multicore processor.	Électronique.	processeur multicœur, multicœur , n.m.
organic light-emitting diode (OLED).	Électronique.	diode électroluminescente organique (DELO).
pin grid array (PGA).	Électronique.	boîtier matriciel à broches.
processor core, core.	Électronique.	cœur de processeur, cœur , n.m.
quad core, quad core processor.	Électronique.	processeur quadricœur, quadricœur, n.m.
surface micromachining.	Électronique.	micro-usinage de surface.
wafer-level packaging (WLP).	Électronique.	encapsulation sur tranche.
via.	Électronique.	trou de liaison, trou d'interconnexion.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
actionneur , n.m.	Électronique.	actuator.
bicœur, n.m., processeur bicœur.	Électronique.	dual core, dual core processor.
boîtier à billes, boîtier matriciel à billes.	Électronique.	ball grid array (BGA).
boîtier à puce.	Électronique.	chip-scale package (CSP).
boîtier matriciel.	Électronique.	grid array.
boîtier matriciel à billes, boîtier à billes.	Électronique.	ball grid array (BGA).
boîtier matriciel à broches.	Électronique.	pin grid array (PGA).
cœur de processeur, cœur , n.m.	Électronique.	core, processor core.
conducteur-poutre , n.m.	Électronique.	beam lead.

diode électroluminescente organique (DELO).	Électronique.	organic light-emitting diode (OLED).
encapsulation sur tranche.	Électronique.	wafer-level packaging (WLP).
matrice de micromiroirs (MDM).	Électronique.	digital micromirror device (DMD).
mems , n.m. (langage professionnel), microsystème électromécanique, microsystème , n.m.	Électronique.	micro-electromechanical system (MEMS).
micromiroir , n.m.	Électronique.	micromirror.
micropoutre , n.f.	Électronique.	microcantilever.
microsystème électromécanique, microsystème , n.m., mems , n.m. (langage professionnel).	Électronique.	micro-electromechanical system (MEMS).
micro-usinage , n.m.	Électronique.	micromachining.
micro-usinage de surface.	Électronique.	surface micromachining.
micro-usinage de volume.	Électronique.	bulk micromachining.
module multipuce.	Électronique.	multi-chip module (MCM).
multicœur , n.m., processeur multicœur.	Électronique.	multicore, multicore processor.
processeur bicœur, bicœur, n.m.	Électronique.	dual core, dual core processor.
processeur multicœur, multicœur , n.m.	Électronique.	multicore, multicore processor.
processeur quadricœur, quadricœur, n.m.	Électronique.	quad core, quad core processor.
trou de liaison, trou d'interconnexion.	Électronique.	via.
<p>(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des télécommunications

NOR : CTNX0927355X

RLR : 104-7

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009

MEN - MCC

I - Termes et définitions

appairage, n.m.

Domaine : Télécommunications/Réseaux-Internet.

Définition : Mise en relation directe de deux réseaux de l'internet qui permet des échanges de trafic plus rapides et plus économiques qu'en transitant par d'autres réseaux.

Note :

1. Les réseaux sont, par exemple, ceux de deux fournisseurs locaux d'accès à l'internet qui se dispensent ainsi d'utiliser les équipements d'interconnexion des grands fournisseurs nationaux ou internationaux.

2. L'appairage peut entraîner une compensation financière entre réseaux pairs.

Équivalent étranger : peering.

bureau d'enregistrement

Domaine : Informatique-Télécommunications/Internet.

Voir : registraire.

découpage temporel

Domaine : Télécommunications/Techniques.

Définition : Transmission, dans un créneau temporel répétitif, du signal correspondant à un service.

Note : Le découpage temporel est utilisé notamment pour la transmission de programmes de télévision vers un récepteur mobile qui peut demeurer inactif en dehors de ce créneau temporel, ce qui réduit sa consommation d'énergie.

Voir aussi : créneau temporel, multiplexage dans le temps.

Équivalent étranger : time slicing.

domaine de premier niveau

Domaine : Informatique-Télécommunications/Internet.

Synonyme : domaine de tête.

Définition : Domaine correspondant au niveau le plus élevé dans la structure d'adressage de l'internet, et dont la représentation codée est située à la fin de tout nom de domaine.

Note : Le domaine de premier niveau est identifié soit par la représentation codée d'un nom de pays, telle que « fr », soit par une abréviation telle que « com » ou « org ».

Voir aussi : domaine, registraire, système d'adressage par domaines.

Équivalent étranger : top-level domain (TLD).

domaine de tête

Domaine : Informatique-Télécommunications/Internet.

Voir : domaine de premier niveau.

liaison numérique asymétrique

Domaine : Télécommunications/Réseaux-Internet.

Définition : Technique de transmission numérique offrant deux canaux de données à haut débit sur une ligne téléphonique d'abonné, le débit descendant étant très supérieur au débit montant.

Note : La liaison numérique asymétrique permet notamment d'accéder à l'internet à haut débit, de recevoir des programmes de télévision et de bénéficier de services de téléphonie.

Voir aussi : liaison numérique, triple service, voix par le protocole de l'internet.

Équivalent étranger : asymmetric digital subscriber line (ADSL).

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « raccordement numérique asymétrique » au Journal officiel du 16 mars 1999.

liaison numérique symétrique

Domaine : Télécommunications/Réseaux.

Définition : Technique de transmission numérique offrant deux canaux de données à haut débit sur une ligne téléphonique d'abonné, le débit étant le même dans les deux sens.

Note : La liaison numérique symétrique permet des échanges de documents multimédias.

Voir aussi : liaison numérique asymétrique.

Équivalent étranger : symmetric digital subscriber line (SDSL).

office d'enregistrement

Domaine : Informatique-Télécommunications/Internet.

Définition : Organisme gestionnaire d'un ou plusieurs domaines de premier niveau.

Voir aussi : domaine de premier niveau, système d'adressage par domaines.

Équivalent étranger : TLD registrar, top-level domain registrar.

opérateur de téléphonie mobile sans réseau

Forme abrégée : opérateur sans réseau.

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Définition : Opérateur qui offre des services de communication pour mobiles en utilisant les ressources techniques d'un autre opérateur qui dispose d'un réseau de radiocommunication pour mobiles.

Note : On trouve aussi l'expression « opérateur virtuel », qui est déconseillée.

Équivalent étranger : mobile virtual network operator (MVNO).

ordiphone, n.m.

Domaine : Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : terminal de poche.

réémetteur bouche-trou

Forme abrégée : bouche-trou, n.m. (langage professionnel).

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : réémetteur de complément.

Définition : Réémetteur de moindre puissance fonctionnant en général sur le même canal que l'émetteur principal pour couvrir une zone d'ombre de faible étendue ou améliorer la couverture à l'intérieur des bâtiments.

Équivalent étranger : gap filler.

réémetteur de complément

Domaine : Télécommunications/Radiocommunications.

Voir : réémetteur bouche-trou.

registraire, n.m.

Domaine : Informatique-Télécommunications/Internet.

Synonyme : bureau d'enregistrement.

Définition : Organisme intermédiaire autorisé entre un office d'enregistrement et les demandeurs ou titulaires d'un nom de domaine, qui effectue l'enregistrement et la modification des noms de domaine.

Voir aussi : office d'enregistrement, système d'adressage par domaines.

Équivalent étranger : DNS registrar, domain name registrar, registrar.

terminal de poche

Abréviation : TP.

Domaine : Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.

Synonyme : ordiphone, n.m.

Définition : Appareil électronique mobile de petite taille qui assure par voie radioélectrique des fonctions de communication, telles que la téléphonie ou l'accès à l'internet, et le plus souvent des fonctions informatiques ou multimédias.

Note :

1. Un terminal de poche combine, entre autres, certaines fonctions d'un téléphone portable, d'un assistant électronique de poche et d'un baladeur.

2. Les noms de marque tels que « Blackberry » ou « iPhone » ne doivent pas être utilisés pour désigner de façon générale ces appareils.

Voir aussi : assistant électronique de poche, baladeur.

Équivalent étranger : PDA phone, personal communicator, smartphone, wireless handheld device.

turbocode, n.m.

Domaine : Télécommunications/Techniques.

Définition : Code correcteur d'erreurs dont les performances sont très proches de la limite théorique de correction.

Note : La limite théorique de correction d'erreur a fait l'objet d'une publication en 1948 par le mathématicien américain Claude Shannon.

Équivalent étranger : turbo code.

voix par IP (langage professionnel)

Domaine : Télécommunications/Internet.

Voir : voix par le protocole de l'internet.

voix par le protocole de l'internet

Domaine : Télécommunications/Internet.

Synonyme : voix par IP (langage professionnel).

Définition : Technique utilisant le protocole de l'internet pour le transport de la voix sur un réseau de télécommunication.

Note :

1. Le protocole de l'internet (en anglais : Internet Protocol, IP), qui est établi par l'Internet Society (ISOC), permet l'acheminement de proche en proche de messages découpés en paquets indépendants.
 2. La voix par le protocole de l'internet permet d'offrir des services de téléphonie tels que :
 - un service géré par un fournisseur d'accès à l'internet, appelé dans le langage professionnel « voix sur large bande, VLB » (en anglais : voice over broadband, VoB) ;
 - un service utilisant l'internet non géré par le fournisseur d'accès lui-même, appelé dans le langage professionnel « voix sur internet » (en anglais : voice over internet, Vol) ;
 - un service de téléphonie d'entreprise utilisant un autocommutateur internet, appelé dans le langage professionnel « téléphonie sur IP » (en anglais : telephony over IP, ToIP).
 3. On trouve aussi l'expression « voix sur IP » et l'abréviation « VoIP », qui ne sont pas recommandées.
- Voir aussi : internet.
Équivalent étranger : voice over Internet Protocol (VoIP).

II. - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
asymmetric digital subscriber line (ADSL).	Télécommunications/Réseaux-Internet.	liaison numérique asymétrique.
DNS registrar, domain name registrar, registrar.	Informatique-Télécommunications/Internet.	registraire, n.m., bureau d'enregistrement.
gap filler.	Télécommunications/Radiocommunications.	réémetteur bouche-trou, bouche-trou, n.m. (langage professionnel), réémetteur de complément.
mobile virtual network operator (MVNO).	Télécommunications/Radiocommunications.	opérateur de téléphonie mobile sans réseau, opérateur sans réseau.
PDA phone, personal communicator, smartphone, wireless handheld device.	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	terminal de poche (TP), ordiphone, n.m.
peering.	Télécommunications/Réseaux-Internet.	appairage, n.m.
personal communicator, PDA phone, smartphone, wireless handheld device.	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	terminal de poche (TP), ordiphone, n.m.
registrar, DNS registrar, domain name registrar.	Informatique-Télécommunications/Internet.	registraire, n.m., bureau d'enregistrement.
smartphone, PDA phone, personal communicator, wireless handheld device.	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	terminal de poche (TP), ordiphone, n.m.
symmetric digital subscriber line (SDSL).	Télécommunications/Réseaux.	liaison numérique symétrique.
time slicing.	Télécommunications/Techniques.	découpage temporel.
TLD registrar, top-level domain registrar.	Informatique-Télécommunications/Internet.	office d'enregistrement.
top-level domain (TLD).	Informatique-Télécommunications/Internet.	domaine de premier niveau, domaine de tête.
top-level domain registrar, TLD registrar.	Informatique-Télécommunications/Internet.	office d'enregistrement.
turbo code.	Télécommunications/Techniques.	turbocode, n.m.
voice over Internet Protocol (VoIP).	Télécommunications/Internet.	voix par le protocole de l'internet, voix par IP (langage professionnel).
wireless handheld device, PDA phone, personal communicator, smartphone.	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	terminal de poche (TP), ordiphone, n.m.
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).		

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
appairage , n.m.	Télécommunications/Réseaux-Internet.	peering.
bouche-trou , n.m. (langage professionnel), réémetteur bouche-trou , réémetteur de complément .	Télécommunications/Radiocommunications.	gap filler.
bureau d'enregistrement , registraire , n.m.	Informatique-Télécommunications/Internet.	registrar, DNS registrar, domain name registrar.
découpage temporel .	Télécommunications/Techniques.	time slicing.
domaine de premier niveau , domaine de tête .	Informatique-Télécommunications/Internet.	top-level domain (TLD).
liaison numérique asymétrique .	Télécommunications/Réseaux-Internet.	asymmetric digital subscriber line (ADSL).
liaison numérique symétrique .	Télécommunications/Réseaux.	symmetric digital subscriber line (SDSL).
office d'enregistrement .	Informatique-Télécommunications/Internet.	TLD registrar, top-level domain registrar.
opérateur de téléphonie mobile sans réseau , opérateur sans réseau .	Télécommunications/Radiocommunications.	mobile virtual network operator (MVNO).
ordiphone , n.m., terminal de poche (TP) .	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	PDA phone, personal communicator, smartphone, wireless handheld device.
réémetteur bouche-trou , bouche-trou , n.m. (langage professionnel), réémetteur de complément .	Télécommunications/Radiocommunications.	gap filler.
registraire , n.m., bureau d'enregistrement .	Informatique-Télécommunications/Internet.	DNS registrar, domain name registrar, registrar.
terminal de poche (TP) , ordiphone , n.m.	Informatique-Télécommunications/Radiocommunications.	PDA phone, personal communicator, smartphone, wireless handheld device.
turbocode , n.m.	Télécommunications/Techniques.	turbo code.
voix par le protocole de l'internet , voix par IP (langage professionnel).	Télécommunications/Internet.	voice over Internet Protocol (VoIP).

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'informatique et de l'internet

NOR : CTNX0927357X

RLR : 104-7

note du 27-12-2009 - J.O. du 27-12-2009

MEN - MCC

I - Termes et définitions

bannière, n.f.

Domaine : Communication-Informatique/Internet.

Définition : Zone d'écran plus haute que large, à vocation publicitaire, informative ou décorative, située sur un des côtés de la page d'un site.

Voir aussi : bannière publicitaire.

Équivalent étranger : skyscraper.

cercle de confiance

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Ensemble des fournisseurs et des utilisateurs d'un espace de confiance.

Voir aussi : espace de confiance.

Équivalent étranger : circle of trust.

démon, n.m.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Programme actif en permanence dans un système multitâche, qui effectue certaines fonctions sans l'intervention de l'utilisateur.

Voir aussi : démon de messagerie.

Équivalent étranger : daemon, disk and execution monitor.

démon de messagerie

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Démon qui assure l'acheminement des messages électroniques et avertit l'expéditeur lorsqu'un message n'a pu atteindre son destinataire.

Voir aussi : démon.

Équivalent étranger : mailer daemon.

dévoisement, n.m.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Technique consistant à détourner subrepticement des communications à destination d'un domaine vers une adresse différente de son adresse légitime.

Voir aussi : domaine, filoutage.

Équivalent étranger : pharming.

espace de confiance

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Ensemble de ressources, de services informatiques et de services de communication qui permettent des échanges dans des conditions de sécurité suffisantes et cohérentes.

Voir aussi : cercle de confiance.

Équivalent étranger : trust environment.

gestionnaire d'évènement

Domaine : Informatique.

Définition : Programme en mémoire qui s'active lorsqu'un évènement particulier survient au cours de l'exécution d'un autre programme.

Note : La notion d'évènement recouvre aussi bien l'action d'un utilisateur que l'arrivée d'un traitement lié à une date et une heure ou toute autre circonstance susceptible d'interrompre le traitement en cours.

Équivalent étranger : event handler, handler.

indexation personnelle

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Classification de contenus de l'internet par l'attribution de mots-clés librement choisis par un utilisateur.

Équivalent étranger : folksonomy.

option d'adhésion (à), loc.adj.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Se dit d'un fichier de données personnelles dans lequel un internaute ne peut être inscrit que s'il exprime explicitement son consentement.

Voir aussi : option de retrait (à).

Équivalent étranger : opt-in.

option de retrait (à), loc.adj.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Se dit d'un fichier de données personnelles dans lequel un internaute est inscrit sans son accord et continue de figurer tant qu'il n'a pas exprimé explicitement son refus.

Voir aussi : option d'adhésion (à).

Équivalent étranger : opt-out.

parcours sur la toile

Forme abrégée : parcours, n.m.

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Succession des pages visitées et des actions effectuées par un internaute, dont l'analyse permet de dégager les habitudes, les centres d'intérêt, les goûts.

Équivalent étranger : clickstream.

service de la toile

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Composant applicatif utilisant les protocoles de la toile, doté d'une adresse universelle et communiquant avec d'autres composants.

Équivalent étranger : Web service.

toile sémantique

Domaine : Informatique/Internet.

Définition : Partie enrichie de la toile, dans laquelle la recherche de l'information peut être facilitée grâce à une indexation automatisée et structurée du contenu et des liens.

Note : L'indexation est obtenue au moyen d'un classement de l'information en fonction du sens des mots et des expressions des différentes langues naturelles.

Équivalent étranger : semantic web.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 7 juin 2007.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
bundle, package.	Informatique/Internet.	offre groupée.
chief information officer (CIO).	Économie et gestion d'entreprise-Informatique.	directeur des systèmes d'information (DSI).
chief technology officer (CTO).	Économie et gestion d'entreprise-Informatique.	directeur des techniques informatiques (DTI).
circle of trust.	Informatique/Internet.	cercle de confiance.
clickstream.	Informatique/Internet.	parcours sur la toile, parcours, n.m.
daemon, disk and execution monitor.	Informatique/Internet.	démon, n.m.
event handler, handler.	Informatique.	gestionnaire d'évènement.
folksonomy.	Informatique/Internet.	indexation personnelle.
handler, event handler.	Informatique.	gestionnaire d'évènement.
mailer daemon.	Informatique/Internet.	démon de messagerie.
opt-in.	Informatique/Internet.	option d'adhésion (à), loc.adj.
opt-out.	Informatique/Internet.	option de retrait (à), loc.adj.
package, bundle.	Informatique/Internet.	offre groupée.
pharming.	Informatique/Internet.	dévoisement, n.m.
semantic web.	Informatique/Internet.	toile sémantique.
skyscraper.	Communication-Informatique/Internet.	bannière, n.f.
toner.	Informatique.	encre en poudre.
trust environment.	Informatique/Internet.	espace de confiance.
Web service.	Informatique/Internet.	service de la toile.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
bannière, n.f.	Communication-Informatique/Internet.	skyscraper.
cercle de confiance.	Informatique/Internet.	circle of trust.
démon, n.m.	Informatique/Internet.	daemon, disk and execution monitor.
démon de messagerie.	Informatique/Internet.	mailer daemon.
dévoisement, n.m.	Informatique/Internet.	pharming.
directeur des systèmes d'information (DSI).	Économie et gestion d'entreprise-Informatique.	chief information officer (CIO).
directeur des techniques informatiques (DTI).	Économie et gestion d'entreprise-Informatique.	chief technology officer (CTO).
encre en poudre.	Informatique.	toner.
espace de confiance.	Informatique/Internet.	trust environment.
gestionnaire d'évènement.	Informatique.	event handler, handler.
indexation personnelle.	Informatique/Internet.	folksonomy.
offre groupée.	Informatique/Internet.	bundle, package.
option d'adhésion (à), loc.adj.	Informatique/Internet.	opt-in.
option de retrait (à), loc.adj.	Informatique/Internet.	opt-out.
parcours sur la toile, parcours, n.m.	Informatique/Internet.	clickstream.
service de la toile.	Informatique/Internet.	Web service.
toile sémantique.	Informatique/Internet.	semantic web.

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des affaires étrangères

NOR : CTNX0928934K

RLR : 104-7

liste du 19-1-2010 - J.O. du 19-1-2010

MEN - MCC

I - Termes et définitions

accessibilité, n.f.

Domaine : Économie générale-Relations internationales/Développement.

Définition : Possibilité matérielle et financière d'accéder à une ressource, à un bien ou à un service.

Note : On parle notamment d'« accessibilité » à propos de l'eau ou des médicaments.

Équivalent étranger : affordability.

anticipation des risques

Domaine : Environnement/Risques.

Définition : Ensemble de mesures prises pour prévenir les catastrophes ou s'en protéger activement, en limitant leurs effets et en prévoyant une organisation efficace des secours.

Équivalent étranger : disaster preparedness, emergency preparedness.

brevetabilité, n.f.

Domaine : Tous domaines.

Définition : Caractère de ce qui, d'un point de vue juridique, éthique ou technique, peut être breveté.

Équivalent étranger : patentability.

construction de l'État

Domaine : Politique-Relations internationales.

Définition : Mise en place de structures étatiques dans un pays qui n'en possédait pas jusqu'alors.

Voir aussi : reconstruction de l'État.

Équivalent étranger : nation-building, state-building.

droits patrimoniaux traditionnels

Abréviation : DPT.

Domaine : Droit/Droit international.

Définition : Droits des peuples autochtones à garder et à gérer leurs biens matériels et immatériels.

Équivalent étranger : traditional resource rights (TRR).

financement incitatif

Domaine : Finances-Relations internationales.

Définition : Utilisation de fonds publics ou privés pour orienter les comportements des agents économiques et sociaux.

Équivalent étranger : impulso financiero (Esp.), push and pull funding, push funding.

mise au pilori

Domaine : Tous domaines.

Synonyme : stigmatisation, n.f.

Définition : Pratique consistant à publier le nom de personnes physiques ou morales impliquées dans des activités tenues pour répréhensibles.

Équivalent étranger : naming and shaming.

orateur principal

Domaine : Communication-Relations internationales.

Définition : Orateur qui, au début d'une conférence, d'un congrès, prononce une communication exposant les enjeux du débat.

Équivalent étranger : keynote speaker, ponente principal (Esp.).

ordre du jour

Domaine : Tous domaines.

Définition : Ensemble des matières, des sujets et des questions dont une assemblée doit discuter dans un ordre donné.

Note : Par extension, le terme « ordre du jour » désigne également le document dressant la liste des points qui seront abordés au cours d'une séance ou d'une session.

Équivalent étranger : agenda.

plaidoyer, n.m.

Domaine : Relations internationales/Développement.

Définition : Discours qui soutient la cause des populations de certains pays et cherche à mobiliser l'opinion publique en leur faveur, en faisant connaître leurs besoins et leurs difficultés.

Équivalent étranger : advocacy.

programme d'action

Forme abrégée : programme, n.m.

Domaine : Tous domaines.

Définition : Ensemble des actions qu'un organisme public ou privé envisage de mener à bien, le plus souvent assorti d'un calendrier.

Équivalent étranger : agenda.

ralliement opportuniste

Domaine : Relations internationales.

Synonyme : suivisme, n.m.

Définition : Alignement d'un État faible sur un État fort, par intérêt ou pour se conformer à l'attitude adoptée par d'autres États.

Note :

1. La notion de « ralliement opportuniste », peut, suivant les contextes, être également rendue par des expressions telles que « se mettre à la remorque » ou « prendre le train en marche ».

2. Le terme « ralliement opportuniste » est parfois opposé au terme « rééquilibrage ».

Voir aussi : rééquilibrage.

Équivalent étranger : bandwagoning.

reconstruction de l'État

Domaine : Politique-Relations internationales.

Définition : Rétablissement des structures étatiques dans un pays, généralement à l'issue d'une crise majeure.

Voir aussi : construction de l'État.

Équivalent étranger : nation-building, state-building.

rééquilibrage, n.m.

Domaine : Relations internationales.

Définition : Alliance politique destinée à faire contrepoids à un pouvoir hégémonique ou dominant.

Note : Le terme « rééquilibrage » est parfois opposé au terme « ralliement opportuniste ».

Voir aussi : ralliement opportuniste.

Équivalent étranger : balancing.

stigmatisation, n.f.

Domaine : Tous domaines.

Voir : mise au pilori.

suivisme, n.m.

Domaine : Relations internationales.

Voir : ralliement opportuniste.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
advocacy.	Relations internationales/Développement.	plaidoyer, n.m.
affordability.	Économie générale-Relations internationales/Développement.	accessibilité, n.f.
agenda.	Tous domaines.	ordre du jour.
agenda.	Tous domaines.	programme d'action, programme, n.m.
balancing.	Relations internationales.	rééquilibrage, n.m.
bandwagoning.	Relations internationales.	ralliement opportuniste, suivisme, n.m.
disaster preparedness, emergency preparedness.	Environnement/Risques.	anticipation des risques.
impulso financiero (Esp.), push and pull funding, push funding.	Finances-Relations internationales.	financement incitatif.
keynote speaker, ponente principal (Esp.).	Communication-Relations internationales.	orateur principal.
naming and shaming.	Tous domaines.	mise au pilori, stigmatisation, n.f.
nation-building, state-building.	Politique-Relations internationales.	construction de l'État ; reconstruction de l'État.

patentability.	Tous domaines.	brevetabilité , n.f.
ponente principal (Esp.), keynote speaker.	Communication-Relations internationales.	orateur principal .
push and pull funding, push funding, impulso financiero (Esp.).	Finances-Relations internationales.	financement incitatif .
state-building, nation-building.	Politique-Relations internationales.	construction de l'État ; reconstruction de l'État .
traditional resource rights (TRR).	Droit/Droit international.	droits patrimoniaux traditionnels (DPT) .
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).		

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
accessibilité , n.f.	Économie générale-Relations internationales/Développement.	affordability.
anticipation des risques .	Environnement/Risques.	disaster preparedness, emergency preparedness.
brevetabilité , n.f.	Tous domaines.	patentability.
construction de l'État .	Politique-Relations internationales.	nation-building, state-building.
droits patrimoniaux traditionnels (DPT) .	Droit/Droit international.	traditional resource rights (TRR).
financement incitatif .	Finances-Relations internationales.	impulso financiero (Esp.), push and pull funding, push funding.
mise au pilori, stigmatisation , n.f.	Tous domaines.	naming and shaming.
orateur principal .	Communication-Relations internationales.	keynote speaker, ponente principal (Esp.).
ordre du jour .	Tous domaines.	agenda.
plaidoyer , n.m.	Relations internationales/Développement.	advocacy.
programme d'action, programme, n.m.	Tous domaines.	agenda.
ralliement opportuniste, suivisme , n.m.	Relations internationales.	bandwagoning.
reconstruction de l'État .	Politique-Relations internationales.	nation-building, state-building.
rééquilibrage , n.m.	Relations internationales.	balancing.
stigmatisation , n.f., mise au pilori .	Tous domaines.	naming and shaming.
suivisme , n.m., ralliement opportuniste .	Relations internationales.	bandwagoning.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'économie et des finances

NOR : CTNX0928936K

RLR : 104-7

liste du 19-1-2010 - J.O. du 19-1-2010

MEN - MCC

I - Termes et définitions

billet de trésorerie adossé à des créances titrisées

Abréviation : BTACT.

Domaine : Finances.

Définition : Titre de créance à court terme émis par une structure de titrisation pour financer les actifs qui lui sont cédés.

Note : Les créances peuvent être des créances commerciales ou bancaires.

Voir aussi : billet de trésorerie, structure de titrisation, titre adossé à des créances titrisées.

Équivalent étranger : asset-backed commercial paper (ABCP).

capital d'amorçage

Domaine : Finances.

Voir : fonds d'amorçage.

commerce équitable

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Forme de commerce international assurant une juste rémunération des producteurs, notamment dans les pays en développement.

Équivalent étranger : fair trade.

déqualification, n.f.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Déclassement de la qualification requise pour un poste de travail en raison de la segmentation du travail accrue qu'impose l'évolution des techniques.

Équivalent étranger : deskilling.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 14 août 1998.

directeur des enchères

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Responsable du service des achats par enchères.

Équivalent étranger : auction manager.

échange de rendement total

Abréviation : ERT.

Domaine : Finances.

Définition : Opération par laquelle un organisme financier transfère à un autre la totalité du rendement d'un actif de référence et le risque qui lui est lié, moyennant le versement d'une prime périodique par le second organisme.

Équivalent étranger : total rate of return swap, TROR swap.

fonds d'amorçage

Domaine : Finances.

Synonyme : capital d'amorçage.

Définition : Fonds alloués, le plus souvent par des investisseurs providentiels, au démarrage d'un projet pour permettre la prospection de marchés et le développement de produits ou de services.

Voir aussi : investisseur providentiel.

Équivalent étranger : seed money

marché primaire

Domaine : Finances.

Définition : Marché sur lequel les valeurs mobilières sont émises et proposées à la souscription en espèces.

Voir aussi : marché secondaire.

Équivalent étranger : primary market.

marché secondaire

Domaine : Finances.

Définition : Marché sur lequel les valeurs mobilières déjà émises et vendues sont négociées.

Voir aussi : marché primaire.

Équivalent étranger : secondary market.

micro-négoce, n.m.

Domaine : Finances.

Voir : négoce minute.

négoce minute

Domaine : Finances.

Synonyme : micro-négoce, n.m.

Définition : Technique qui, sur les marchés financiers, consiste à multiplier très rapidement les prises de position pour tirer profit des plus petites variations des cours.

Équivalent étranger : scalping.

perte potentielle

Domaine : Finances.

Définition : Perte susceptible d'être subie par un investisseur en possession d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs, compte tenu du type de risque pris et de la durée de détention prévue.

Équivalent étranger : value at risk (VaR).

politique opportuniste

Domaine : Finances.

Définition : Ligne de conduite d'un investisseur qui recherche des avantages liés à des écarts de valorisation résultant d'événements survenus dans la vie d'une entreprise, tels qu'une prise de contrôle, une fusion ou une liquidation.

Équivalent étranger : event driven strategy.

publipostage en ligne

Domaine : Économie et gestion d'entreprise-Communication/Publicité.

Définition : Envoi de messages électroniques pour conquérir ou fidéliser des clients.

Équivalent étranger : e-mailing.

réapprovisionnement continu

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : réassort continu.

Définition : Programme d'échange automatique des informations concernant les commandes et les mouvements de stocks, à partir desquelles le fournisseur réapprovisionne le distributeur.

Note : Le réapprovisionnement continu est généralement mis en œuvre par un progiciel de gestion intégré.

Voir aussi : progiciel de gestion intégré.

Équivalent étranger : continuous replenishment program (CRP).

réassort continu

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Voir : réapprovisionnement continu.

stratégie d'image de l'employeur

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Démarche consistant à valoriser l'image de l'entreprise sur le marché de l'emploi et auprès de son personnel.

Équivalent étranger : employer branding.

suiveur de tendance

Domaine : Finances.

Définition : Opérateur qui prend des positions en fonction des tendances récentes du marché et de l'analyse statistique des cours.

Équivalent étranger : trend follower.

taux de distribution des bénéfices

Abréviation : TDB.

Domaine : Finances.

Définition : Proportion du bénéfice net d'une société versée sous forme de dividendes aux actionnaires.

Équivalent étranger : pay-out ratio.

titre adossé à des créances titrisées

Abréviation : TACT.

Domaine : Finances.

Définition : Titre de créance à moyen ou à long terme émis par une structure de titrisation pour financer les actifs qui lui sont cédés.

Voir aussi : billet de trésorerie adossé à des créances titrisées, structure de titrisation.

Équivalent étranger : asset-backed security (ABS).

titre de créance adossé

Abréviation : TCA.

Domaine : Finances.

Définition : Titre de créance émis par une structure de titrisation, généralement segmenté selon les risques et adossé à un portefeuille diversifié de créances bancaires.

Note :

1. Ce type d'instrument s'appuie sur des portefeuilles hétérogènes alors que la titrisation classique s'appuie sur des portefeuilles de créances homogènes telles les créances hypothécaires.

2. L'acquéreur des titres n'est généralement pas en mesure d'apprécier les risques. L'adossement à un portefeuille ne doit donc pas être considéré comme une véritable garantie.

Voir aussi : structure de titrisation, titre de créance adossé à des obligations, titre de créance adossé à des prêts.

Équivalent étranger : collateralized debt obligation (CDO).

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
asset-backed commercial paper (ABCP).	Finances.	billet de trésorerie adossé à des créances titrisées (BTACT).
asset-backed security (ABS).	Finances.	titre adossé à des créances titrisées (TACT).
auction manager.	Économie et gestion d'entreprise.	directeur des enchères.
collateralized bond obligation (CBO).	Finances.	titre de créance adossé à des obligations (TCAO).
collateralized debt obligation (CDO).	Finances.	titre de créance adossé (TCA).
collateralized loan obligation (CLO).	Finances.	titre de créance adossé à des prêts (TCAP).
continuous replenishment program (CRP).	Économie et gestion d'entreprise.	réapprovisionnement continu, réassort continu.
deskilling.	Économie et gestion d'entreprise.	déqualification, n.f.
e-mailing.	Économie et gestion d'entreprise-Communication/Publicité.	publipostage en ligne.
employer branding.	Économie et gestion d'entreprise.	stratégie d'image de l'employeur.
event driven strategy.	Finances.	politique opportuniste.
fair trade.	Économie et gestion d'entreprise.	commerce équitable.
fund raising.	Finances.	levée de fonds, collecte de fonds.
overqualification.	Économie et gestion d'entreprise.	surqualification, n.f.
pay-out ratio.	Finances.	taux de distribution des bénéfices (TDB).
primary market.	Finances.	marché primaire.
scalping.	Finances.	négoce minute, micro-négoce, n.m.
secondary market.	Finances.	marché secondaire.
seed money.	Finances.	fonds d'amorçage, capital d'amorçage.
supplier developer.	Économie et gestion d'entreprise.	organisateur des achats.
total rate of return swap, TROR swap.	Finances.	échange de rendement total (ERT).
trend follower.	Finances.	suiveur de tendance.
TROR swap, total rate of return swap.	Finances.	échange de rendement total (ERT).
value at risk (VaR).	Finances.	perte potentielle.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
billet de trésorerie adossé à des créances titrisées (BTACT).	Finances.	asset-backed commercial paper (ABCP).
capital d'amorçage, fonds d'amorçage.	Finances.	seed money.
collecte de fonds, levée de fonds.	Finances.	fund raising.
commerce équitable.	Économie et gestion d'entreprise.	fair trade.
déqualification, n.f.	Économie et gestion d'entreprise.	deskilling.
directeur des enchères.	Économie et gestion d'entreprise.	auction manager.
échange de rendement total (ERT).	Finances.	total rate of return swap, TROR swap.
fonds d'amorçage, capital d'amorçage.	Finances.	seed money.
levée de fonds, collecte de fonds.	Finances.	fund raising.
marché primaire.	Finances.	primary market.
marché secondaire.	Finances.	secondary market.
négoce minute, micro-négoce, n.m.	Finances.	scalping.
organisateur des achats.	Économie et gestion d'entreprise.	supplier developer.
perte potentielle.	Finances.	value at risk (VaR).
politique opportuniste.	Finances.	event driven strategy.
publipostage en ligne.	Économie et gestion d'entreprise-Communication/Publicité.	e-mailing.
réapprovisionnement continu, réassort continu.	Économie et gestion d'entreprise.	continuous replenishment program (CRP).
stratégie d'image de l'employeur.	Économie et gestion d'entreprise.	employer branding.
suiveur de tendance.	Finances.	trend follower.
surqualification, n.f.	Économie et gestion d'entreprise.	overqualification.
taux de distribution des bénéfices (TDB).	Finances.	pay-out ratio.
titre adossé à des créances titrisées (TACT).	Finances.	asset-backed security (ABS).
titre de créance adossé (TCA).	Finances.	collateralized debt obligation (CDO).
titre de créance adossé à des obligations (TCAO).	Finances.	collateralized bond obligation (CBO).
titre de créance adossé à des prêts (TCAP).	Finances.	collateralized loan obligation (CLO).
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).		
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'environnement

NOR : CTNX1000639X
RLR : 104-7
note du 4-2-2010 - J. O. du 4-2-2010
MEN - MCC

I - Termes et définitions

accumulation biologique

Forme abrégée : accumulation, n.f.
Domaine : Biologie-Environnement.
Voir : bioaccumulation.

amplification biologique

Forme abrégée : amplification, n.f.
Domaine : Biologie-Environnement.
Voir : bioamplification.

analyse du cycle de vie d'un produit

Forme abrégée : analyse du cycle de vie (ACV).
Domaine : Environnement.

Définition : Évaluation des effets directs ou indirects d'un produit sur l'environnement, depuis l'extraction des matières premières qui entrent dans sa composition jusqu'à son élimination.

Note :

1. L'analyse du cycle de vie, qui recense et quantifie les flux physiques de matière et d'énergie associés à chaque étape de la vie d'un produit, peut également être appliquée à un service.

2. Le terme « écobilan » subsiste dans certaines zones francophones.

Équivalent étranger : life cycle analysis (LCA), life cycle assessment (LCA).

audit environnemental

Domaine : Environnement.

Définition : Évaluation du fonctionnement et de l'efficacité d'un système de gestion mis en place en vue d'assurer la protection de l'environnement.

Note : L'audit environnemental est conduit en référence aux règlements, aux normes ou aux bonnes pratiques professionnelles.

Équivalent étranger : environmental audit, environmental auditing.

bioaccumulation, n.f.

Domaine : Biologie-Environnement.

Synonyme : accumulation biologique, accumulation, n.f.

Définition : Processus selon lequel une substance polluante présente dans un biotope pénètre et s'accumule dans tout ou partie d'un être vivant et peut devenir nocive ; par extension, le résultat de ce processus.

Voir aussi : bioamplification, biotope.

Équivalent étranger : bioaccumulation.

bioamplification, n.f.

Domaine : Biologie-Environnement.

Synonyme : amplification biologique, amplification, n.f.

Définition : Processus selon lequel la concentration d'une substance présente dans un biotope augmente tout au long d'une chaîne alimentaire ; par extension, le résultat de ce processus.

Voir aussi : bioaccumulation, biotope.

Équivalent étranger : biological magnification, biomagnification.

biocénose, n.f.

Domaine : Biologie-Environnement.

Définition : Ensemble des êtres qui vivent dans les mêmes conditions de milieu, dans un espace donné.

Voir aussi : biotope, écosystème.

Équivalent étranger : biocoenosis.

biotope, n.m.

Domaine : Biologie-Environnement.

Définition : Aire géographique caractérisée par des conditions climatiques et physicochimiques homogènes permettant l'existence d'une faune et d'une flore spécifiques.

Voir aussi : biocénose, écosystème.

Équivalent étranger : biotope.

cindynique, n.f.

Domaine : Environnement/Risques.

Définition : Étude des risques et des situations dangereuses qui prend en compte les aspects techniques, humains et organisationnels liés à une activité donnée.

Équivalent étranger : cindynics.

cogénération, n.f.

Domaine : Énergie.

Définition : Production simultanée d'électricité et de chaleur utile.

Équivalent étranger : CHP generation, combined heat and power generation (CHPG).

compensation écologique

Domaine : Environnement/Aménagement du territoire.

Définition : Ensemble d'actions en faveur de l'environnement permettant de contrebalancer les dommages causés par la réalisation d'un projet qui n'ont pu être évités ou limités.

Note : La compensation écologique peut consister en la protection d'espaces naturels, la restauration, la valorisation ou la gestion dans la durée d'habitats naturels.

Voir aussi : mesure compensatoire.

Équivalent étranger : environmental offset, offset.

diatomiste, n.

Domaine : Biologie-Environnement.

Définition : Hydrobiologiste spécialiste des diatomées.

Note : Les diatomées sont des algues brunes unicellulaires, utilisées notamment comme indicateurs de la qualité de l'eau.

Équivalent étranger : diatomist.

écocertification, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Procédure qui garantit qu'un produit ou un procédé de fabrication prend en compte, selon un cahier des charges correspondant, la protection de l'environnement ; par extension, la garantie elle-même.

Note : L'écocertification implique de la part des opérateurs économiques une adhésion volontaire au cahier des charges.

Équivalent étranger : environmental certification, green certification.

écoconception, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Conception d'un produit, d'un bien ou d'un service, qui prend en compte, afin de les réduire, ses effets négatifs sur l'environnement au long de son cycle de vie, en s'efforçant de préserver ses qualités ou ses performances.

Équivalent étranger : ecodesign, green design, sustainable design.

écodéveloppement, n.m.

Domaine : Environnement.

Définition : Mode de développement fondé sur le respect de l'environnement.

Note : L'écodéveloppement est une des composantes du développement durable.

Voir aussi : développement durable.

Équivalent étranger : ecodevelopment.

éco-industrie, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Industrie qui propose des produits ou des prestations ayant pour objet d'améliorer ou de protéger l'environnement, ou qui utilise des procédés favorables à l'environnement.

Équivalent étranger : ecoindustry.

écosystème, n.m.

Domaine : Biologie-Environnement.

Définition : Unité écologique fonctionnelle formée par le biotope et la biocénose, en constante interaction.

Voir aussi : biocénose, biotope.

Équivalent étranger : ecosystem.

écotechnologie, n.f.

Domaine : Environnement.

Synonyme : technologie environnementale.

Définition : Ensemble des procédés industriels qui visent à prévenir ou réduire les effets négatifs sur l'environnement des produits à chaque stade de leur cycle de vie, ainsi que des activités humaines.

Note : Ces procédés permettent une utilisation plus économe des ressources ou ont des effets moins polluants.

Voir aussi : écotechniques de l'information et de la communication.

Équivalent étranger : clean tech, clean technology, ecotechnology, green technology.

écotoxicologie, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Branche de la toxicologie qui étudie les effets directs et indirects des polluants sur l'environnement.

Note : L'écotoxicologie étudie notamment le transfert des polluants dans les biotopes et les biocénoses, ainsi que leurs transformations et leurs effets sur les organismes vivants et sur les processus écologiques fondamentaux.

Voir aussi : biocénose, biotope.

Équivalent étranger : ecotoxicology.

écotype, n.m.

Domaine : Biologie-Environnement.

Définition : Ensemble des caractères distinctifs d'une population géographiquement localisée d'une même espèce animale ou végétale, qui résultent de la sélection naturelle liée aux facteurs du milieu.

Équivalent étranger : ecotype.

effet de serre

Domaine : Environnement.

Définition : Phénomène d'échauffement de la surface de la Terre et des couches basses de l'atmosphère, dû au fait que certains gaz de l'atmosphère absorbent et renvoient une partie du rayonnement infrarouge émis par la Terre, ce dernier compensant le rayonnement solaire qu'elle absorbe elle-même.

Note :

1. Les gaz qui provoquent ce phénomène, tels que la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone ou le méthane, sont appelés « gaz à effet de serre ».
2. Un effet de serre existe également sur des planètes telles que Vénus et Mars.
3. L'expression « effet de serre » est employée usuellement dans le sens d'« effet de serre anthropique », qui désigne le réchauffement global du climat attribué à l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, résultant de l'accroissement de leurs émissions dues aux activités humaines.

Voir aussi : changement climatique anthropique.

Équivalent étranger : greenhouse effect.

étude d'impact sur l'environnement

Abréviation : EIE.

Forme abrégée : étude d'impact.

Domaine : Environnement.

Synonyme : étude d'incidences sur l'environnement (EIE), étude d'incidences.

Définition : Étude préalable à la mise en œuvre de programmes ou de plans et à la réalisation d'équipements, qui permet d'estimer leurs effets probables sur l'environnement.

Note :

1. L'étude d'impact sur l'environnement relève de la responsabilité du maître d'ouvrage
2. L'étude d'impact sur l'environnement permet notamment de justifier le parti retenu et de préciser les mesures envisagées tendant à supprimer, réduire ou compenser les dommages éventuels liés à un projet.
3. L'étude d'impact sur l'environnement est nécessaire à l'évaluation environnementale.

Voir aussi : évaluation environnementale.

Équivalent étranger : environmental impact assessment (EIA).

étude d'incidences sur l'environnement

Abréviation : EIE.

Forme abrégée : étude d'incidences.

Domaine : Environnement.

Voir : étude d'impact sur l'environnement.

évaluation d'incidences sur l'environnement

Abréviation : EIE.

Domaine : Environnement.

Voir : évaluation environnementale.

évaluation environnementale

Domaine : Environnement.

Synonyme : évaluation d'incidences sur l'environnement (EIE).

Définition :

1. Mise en œuvre des méthodes et des procédures permettant d'estimer les conséquences sur l'environnement d'une politique, d'un programme ou d'un plan, d'un projet ou d'une réalisation ; par extension, le rapport qui en rend compte.
2. Avis émis sur l'étude d'impact sur l'environnement, afin d'en vérifier la qualité et d'apprécier comment les incidences négatives sur l'environnement sont effectivement annulées, réduites ou compensées.

Voir aussi : étude d'impact sur l'environnement, mesure compensatoire.

Équivalent étranger : environmental impact assessment (EIA).

mesure compensatoire

Domaine : Environnement/Aménagement du territoire.

Définition : Mesure en faveur de l'environnement permettant de contrebalancer les dommages qui lui sont causés par un projet et qui n'ont pu être évités ou limités par d'autres moyens.

Voir aussi : compensation écologique.

Équivalent étranger : compensatory measure.

nettoyage par le ressac

Domaine : Environnement.

Définition : Nettoyage des plages consistant à déplacer, dans la zone de déferlement, des sédiments littoraux souillés par des hydrocarbures, en vue de les soumettre au mouvement des vagues pour leur lavage naturel.

Note : Le polluant, qui s'agglutine en surface à l'arrière des sédiments, est ensuite récupéré avec des filets capteurs.

Équivalent étranger : surfwashing.

puits de carbone

Domaine : Environnement-Énergie.

Définition : Système naturel ou artificiel permettant de capter et de stocker une quantité significative de dioxyde de carbone (CO₂), de manière à en limiter la concentration dans l'atmosphère.

Voir aussi : captage et stockage du CO₂.

Équivalent étranger : carbon sink.

quota d'émission de gaz à effet de serre

Domaine : Environnement.

Définition : Quantité de gaz à effet de serre allouée à une activité dans le cadre d'un système de plafonnement d'émission.

Voir aussi : effet de serre.

Équivalent étranger : greenhouse gas emission allowance.

refroidissement par une source naturelle

Forme abrégée : refroidissement naturel.

Domaine : Bâtiment-Énergie.

Définition : Méthode consistant à utiliser une circulation d'eau ou d'air pour refroidir un produit ou un bâtiment, sans recourir à une machine thermodynamique.

Équivalent étranger : free cooling.

taxon, n.m.

Domaine : Biologie.

Définition : Ensemble d'êtres vivants partageant certaines caractéristiques, à partir desquelles est établie leur classification.

Note : Les catégories de la classification biologique, telles que l'espèce, le genre, la famille, l'ordre, la classe ou l'embranchement, sont des taxons.

Équivalent étranger : taxon.

technologie environnementale

Domaine : Environnement.

Voir : écotechnologie.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
bioaccumulation.	Biologie-Environnement.	bioaccumulation , n.f., accumulation biologique , accumulation , n.f.
biocoenosis.	Biologie-Environnement.	biocénose , n.f.
biological magnification, biomagnification.	Biologie-Environnement.	bioamplification , n.f., amplification biologique , amplification , n.f.
biotope.	Biologie-Environnement.	biotope , n.m.
carbon sink.	Environnement-Énergie.	puits de carbone .
CHP generation, combined heat and power generation (CHPG).	Énergie.	cogénération , n.f.
cindynics.	Environnement/Risques.	cindynique , n.f.
clean tech, clean technology, ecotechnology, green technology.	Environnement.	écotechnologie , n.f. technologie environnementale .
combined heat and power generation (CHPG), CHP generation.	Énergie.	cogénération , n.f.
compensatory measure.	Environnement/Aménagement du territoire.	mesure compensatoire .
diatomist.	Biologie-Environnement.	diatomiste , n.
ecodesign, green design, sustainable design.	Environnement.	écoconception , n.f.
ecodevelopment.	Environnement.	écodéveloppement , n.m.
ecoindustry.	Environnement.	éco-industrie , n.f.
ecosystem.	Biologie-Environnement.	écosystème , n.m.
ecotechnology, clean tech, clean technology, green technology.	Environnement.	écotechnologie , n.f., technologie environnementale .
ecotoxicology.	Environnement.	écotoxicologie , n.f.
ecotype.	Biologie-Environnement.	écotype , n.m.
environmental audit, environmental auditing.	Environnement.	audit environnemental .
environmental certification, green certification.	Environnement.	écocertification , n.f.
environmental impact assessment (EIA).	Environnement.	étude d'impact sur l'environnement (EIE) , étude d'impact , étude d'incidences sur l'environnement (EIE) , étude d'incidences .
environmental impact assessment (EIA).	Environnement.	évaluation environnementale , évaluation d'incidences sur l'environnement (EIE) .
environmental offset, offset.	Environnement/Aménagement du territoire.	compensation écologique .
free cooling.	Bâtiment-Énergie.	refroidissement par une source naturelle , refroidissement naturel .
green certification, environmental certification.	Environnement.	écocertification , n.f.
green design, ecodesign, sustainable design.	Environnement.	écoconception , n.f.
greenhouse effect.	Environnement.	effet de serre .
greenhouse gas emission allowance.	Environnement.	quota d'émission de gaz à effet de serre .
green technology, clean tech, clean technology, ecotechnology.	Environnement.	écotechnologie , n.f., technologie environnementale .
life cycle analysis (LCA), life cycle assessment (LCA).	Environnement.	analyse du cycle de vie d'un produit , analyse du cycle de vie (ACV) .
offset, environmental offset.	Environnement/Aménagement du territoire.	compensation écologique .
surfwashing.	Environnement.	nettoyage par le ressac .
sustainable design, ecodesign, green design.	Environnement.	écoconception , n.f.
taxon.	Biologie.	taxon , n.m.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
accumulation biologique, accumulation, n.f., bioaccumulation, n.f.	Biologie-Environnement.	bioaccumulation.
amplification biologique, amplification, n.f., bioamplification, n.f.	Biologie-Environnement.	biological magnification, biomagnification.
analyse du cycle de vie d'un produit, analyse du cycle de vie (ACV).	Environnement.	life cycle analysis (LCA), life cycle assessment (LCA).
audit environnemental.	Environnement.	environmental audit, environmental auditing.
bioaccumulation, n.f., accumulation biologique, accumulation, n.f.	Biologie-Environnement.	bioaccumulation.
bioamplification, n.f., amplification biologique, amplification, n.f.	Biologie-Environnement.	biological magnification, biomagnification.
biocénose, n.f.	Biologie-Environnement.	biocoenosis.
biotope, n.m.	Biologie-Environnement.	biotope.
cindynique, n.f.	Environnement/Risques.	cindynics.
cogénération, n.f.	Énergie.	CHP generation, combined heat and power generation (CHPG).
compensation écologique.	Environnement/Aménagement du territoire.	environmental offset, offset.
diatomiste, n.	Biologie-Environnement.	diatomist.
écocertification, n.f.	Environnement.	environmental certification, green certification.
écoconception, n.f.	Environnement.	ecodesign, green design, sustainable design.
écodéveloppement, n.m.	Environnement.	ecodevelopment.
éco-industrie, n.f.	Environnement.	ecoindustry.
écosystème, n.m.	Biologie-Environnement.	ecosystem.
écotechnologie, n.f., technologie environnementale.	Environnement.	clean tech, clean technology, ecotechnology, green technology.
écotoxicologie, n.f.	Environnement.	ecotoxicology.
écotype, n.m.	Biologie-Environnement.	ecotype.
effet de serre.	Environnement.	greenhouse effect.
étude d'impact sur l'environnement (EIE), étude d'impact, étude d'incidences sur l'environnement (EIE), étude d'incidences.	Environnement.	environmental impact assessment (EIA).
évaluation environnementale, évaluation d'incidences sur l'environnement (EIE).	Environnement.	environmental impact assessment (EIA).
mesure compensatoire.	Environnement/Aménagement du territoire.	compensatory measure.
nettoyage par le ressac.	Environnement.	surfwashing.
puits de carbone.	Environnement-Énergie.	carbon sink.
quota d'émission de gaz à effet de serre.	Environnement.	greenhouse gas emission allowance.
refroidissement par une source naturelle, refroidissement naturel.	Bâtiment-Énergie.	free cooling.
taxon, n.m.	Biologie.	taxon.
technologie environnementale, écotechnologie, n.f.	Environnement.	clean tech, clean technology, ecotechnology, green technology.

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'économie et des finances

NOR : CTNX1003051X
RLR : 104-7
note du 2-3-2010 - J.O. du 2-3-2010
MEN - MCC

I - Termes et définitions

acheteur pionnier

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Client friand de toute nouveauté.

Équivalent étranger : early adopter.

assistant, -e d'achat

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Professionnel, employé par un magasin ou exerçant à son compte, qui dispense aux clients des conseils personnalisés ou se charge d'effectuer à leur place certains achats.

Note : On trouve aussi, dans le domaine de la mode, les termes « styliste personnel, -elle » et « styliste privé, -e ».

Équivalent étranger : personal shopper.

entretien d'embauche minute

Forme abrégée : entretien minute.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Forme organisée de rencontres en groupe et en temps limité, pour des personnes à la recherche d'un emploi.

Voir aussi : rencontre express.

Équivalent étranger : job date, job dating, speed networking.

faiseur, -euse d'argent

Domaine : Finances-Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Personne qui réalise de gros gains ou entreprise qui dégage d'importants profits.

Équivalent étranger : money maker.

gestion des événements de la chaîne logistique

Abréviation : GECL.

Forme abrégée : gestion de la chaîne logistique (GCL).

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Suivi en temps réel, sur une chaîne logistique, des événements susceptibles d'interrompre, de ralentir ou de modifier l'approvisionnement.

Note : La gestion des événements de la chaîne logistique s'effectue au moyen d'un progiciel de gestion intégré.

Voir aussi : chaîne logistique.

Équivalent étranger : supply chain event management (SCEM).

gestion du cycle de vie du produit

Abréviation : GCVP.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Technique de gestion fondée sur l'analyse des grandes étapes de la vie du produit, de sa conception jusqu'à sa disparition.

Équivalent étranger : product lifecycle management (PLM).

gestion partagée des stocks

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Gestion des stocks d'un entrepôt qui repose sur la collaboration entre fournisseurs et distributeurs, et permet l'approvisionnement continu en fonction des données réelles de vente.

Équivalent étranger : jointly managed inventory.

internalisation, n.f.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Prise en charge, par une entreprise ou une organisation, de certaines activités qu'elle renonce à confier à un tiers, pour des raisons économiques ou stratégiques.

Voir aussi : externalisation.

Équivalent étranger : in-sourcing.

lecteur de poche

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Appareil permettant au client de lire les codes à barres des produits choisis.

Équivalent étranger : pocket shopper.

mercatique, n.f.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Ensemble des techniques et des actions grâce auxquelles une entreprise développe méthodiquement la vente de ses produits et de ses services, en adaptant, le cas échéant, sa production aux besoins du consommateur.

Équivalent étranger : marketing.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 22 septembre 2000.

mercatique par stimulation sensorielle

Forme abrégée : mercatique sensorielle.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Mercatique consistant à solliciter un ou plusieurs sens du consommateur pour le séduire.

Note : L'expression « marketing sensoriel » est impropre.

Équivalent étranger : sensory marketing.

parachute doré

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Importante compensation financière qu'une entreprise s'engage, lors du recrutement d'un dirigeant ou d'un cadre, à verser à celui-ci en cas de licenciement ou de modification significative de son contrat de travail.

Voir aussi : pont d'or.

Équivalent étranger : golden parachute.

planification partagée des approvisionnements

Abréviation : PPA.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Partage, entre distributeurs et fournisseurs, d'informations liées à la prévision et à la planification d'une activité, en vue d'assurer un réassort continu et optimisé le long de la chaîne logistique.

Voir aussi : chaîne logistique, gestion partagée des stocks.

Équivalent étranger : collaborative planning, forecasting and replenishment (CPFR).

pont d'or

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Avantage exceptionnel proposé à une personne pour l'inciter à rejoindre une entreprise.

Voir aussi : parachute doré.

Équivalent étranger : golden hello.

réassort délégué (langage professionnel)

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Voir : réassortiment délégué.

réassortiment délégué

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : réassort délégué (langage professionnel).

Définition : Pratique commerciale consistant à déléguer au fournisseur d'un produit donné le réassortiment des présents de marchandises ainsi que la gestion des stocks et des linéaires correspondants.

Voir aussi : réassortisseur.

Équivalent étranger : rack jobbing.

réassortisseur, -euse, n.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Personne responsable de la gestion des stocks et des linéaires correspondants, ainsi que du réassortiment des présents de marchandises.

Voir aussi : réassortiment délégué.

Équivalent étranger : rack jobber.

rencontre express

Domaine : Tous domaines.

Définition : Organisation de rencontres croisées au sein d'un groupe dans un temps limité.

Équivalent étranger : speed date, speed dating.

traitement de bout en bout

Abréviation : TBB.

Domaine : Finances.

Définition : Traitement automatisé d'une série d'opérations, tout au long de la chaîne d'exécution et par une seule saisie de données.

Équivalent étranger : end-to-end processing, straight-through processing (STP).

vache à lait

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Produit, activité ou entreprise dégagant des profits élevés, le plus souvent grâce à une rente de situation.
Équivalent étranger : cash cow, cash machine.

Attention : Cette publication annule et remplace celle publiée au Journal officiel du 26 mars 2004.

vente in situ

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Vente publique de biens mobiliers sur les lieux mêmes où résident les propriétaires.

Équivalent étranger : house sale.

II - Table d'équivalence

A- Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
best practice, best practices.	Tous domaines.	meilleures pratiques.
business convention.	Économie et gestion d'entreprise-Tourisme.	congrès d'affaires.
cash cow, cash machine.	Économie et gestion d'entreprise.	vache à lait.
collaborative planning, forecasting and replenishment (CPFR).	Économie et gestion d'entreprise.	planification partagée des approvisionnements (PPA).
early adopter.	Économie et gestion d'entreprise.	acheteur pionnier.
end-to-end processing, straight-through processing (STP).	Finances.	traitement de bout en bout (TBB).
golden hello.	Économie et gestion d'entreprise.	pont d'or.
golden parachute.	Économie et gestion d'entreprise.	parachute doré.
high tech.	Économie et gestion d'entreprise.	pointe (de), loc.adj., pointe de la technique (à la), loc.adj., pointe (à la), loc.adj.
house sale.	Économie et gestion d'entreprise.	vente in situ.
in-sourcing.	Économie et gestion d'entreprise.	internalisation, n.f.
job date, job dating, speed networking.	Économie et gestion d'entreprise.	entretien d'embauche minute, entretien minute.
jointly managed inventory.	Économie et gestion d'entreprise.	gestion partagée des stocks.
marketing.	Économie et gestion d'entreprise.	mercatique, n.f.
money maker.	Finances-Économie et gestion d'entreprise.	faiseur, -euse d'argent.
personal shopper.	Économie et gestion d'entreprise.	assistant, -e d'achat.
pocket shopper.	Économie et gestion d'entreprise.	lecteur de poche.
product lifecycle management (PLM).	Économie et gestion d'entreprise.	gestion du cycle de vie du produit (GCVP).
rack jobber.	Économie et gestion d'entreprise.	réassortisseur, -euse, n.
rack jobbing.	Économie et gestion d'entreprise.	réassortiment délégué, réassort délégué (langage professionnel).
sensory marketing.	Économie et gestion d'entreprise.	mercatique par stimulation sensorielle, mercatique sensorielle.
speed date, speed dating.	Tous domaines.	rencontre express.
speed networking, job date, job dating.	Économie et gestion d'entreprise.	entretien d'embauche minute, entretien minute.
straight-through processing (STP), end-to-end processing.	Finances.	traitement de bout en bout (TBB).
supply chain event management (SCEM).	Économie et gestion d'entreprise.	gestion des événements de la chaîne logistique (GECL), gestion de la chaîne logistique (GCL).

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
acheteur pionnier.	Économie et gestion d'entreprise.	early adopter.
assistant, -e d'achat.	Économie et gestion d'entreprise.	personal shopper.
congrès d'affaires.	Économie et gestion d'entreprise-Tourisme.	business convention.
entretien d'embauche minute, entretien minute.	Économie et gestion d'entreprise.	job date, job dating, speed networking.
faiseur, -euse d'argent.	Finances-Économie et gestion d'entreprise.	money maker.
gestion des évènements de la chaîne logistique (GECL), gestion de la chaîne logistique (GCL).	Économie et gestion d'entreprise.	supply chain event management (SCEM).
gestion du cycle de vie du produit (GCVP).	Économie et gestion d'entreprise.	product lifecycle management (PLM).
gestion partagée des stocks.	Économie et gestion d'entreprise.	jointly managed inventory.
internalisation, n.f.	Économie et gestion d'entreprise.	in-sourcing.
lecteur de poche.	Économie et gestion d'entreprise.	pocket shopper.
meilleures pratiques.	Tous domaines.	best practice, best practices.
mercatique, n.f.	Économie et gestion d'entreprise..	marketing.
mercatique par stimulation sensorielle, mercatique sensorielle.	Économie et gestion d'entreprise.	sensory marketing.
parachute doré.	Économie et gestion d'entreprise.	golden parachute.
planification partagée des approvisionnements (PPA).	Économie et gestion d'entreprise.	collaborative planning, forecasting and replenishment (CPFR).
pointe (de), loc.adj., pointe de la technique (à la), loc.adj., pointe (à la), loc.adj.	Économie et gestion d'entreprise.	high tech.
pont d'or.	Économie et gestion d'entreprise.	golden hello.
réassortiment délégué, réassort délégué (langage professionnel).	Économie et gestion d'entreprise.	rack jobbing.
réassortisseur, -euse, n.	Économie et gestion d'entreprise.	rack jobber.
rencontre express.	Tous domaines.	speed date, speed dating.
traitement de bout en bout (TBB).	Finances.	end-to-end processing, straight-through processing (STP).
vache à lait.	Économie et gestion d'entreprise.	cash cow, cash machine.
vente in situ.	Économie et gestion d'entreprise.	house sale.

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Organisation générale

Déconcentration administrative

Délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'Éducation nationale aux vice-recteurs de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière d'organisation des élections à certaines commissions administratives paritaires

NOR : MENH1000257A
RLR : 140-2g
arrêté du 19-3-2010
MEN -DGRH C 1-2

Vu code de l'Éducation, notamment articles R. 262-2, R. 263-2 et R. 264-2 ; loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; arrêté du 8-2-2010

Article 1 - Les vice-recteurs de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française reçoivent délégation de pouvoirs pour organiser les élections aux commissions administratives compétentes à l'égard des personnels appartenant aux corps suivants :

1 - Adjointes administratifs de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

2 - Adjointes techniques des établissements d'enseignement du ministère de l'Éducation nationale.

Ils reçoivent notamment le pouvoir :

- de créer les sections de vote mentionnées au premier alinéa de l'article 13 du [décret du 28 mai 1982](#) susvisé pour l'accomplissement des opérations électorales relatives aux commissions administratives paritaires locales et nationales ;
- de statuer sur les réclamations formulées dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article 13 du décret du 28 mai 1982 susvisé contre les inscriptions ou omissions sur les listes électorales établies par leurs soins ;
- de créer pour les élections aux commissions administratives paritaires locales les bureaux de vote spéciaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article 18 du décret du 28 mai 1982 susvisé ;
- de connaître, pour les élections aux commissions administratives paritaires locales, des contestations sur la validité des opérations électorales formulées dans les conditions fixées à l'article 24 du décret du 28 mai 1982 susvisé ;
- d'approuver le règlement intérieur des commissions administratives paritaires locales dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 29 du décret du 28 mai 1982 susvisé.

Article 2 - Les vice-recteurs de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale.

Fait à Paris, le 19 mars 2010

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
Luc Chatel

Enseignements secondaire et supérieur

Brevet de technicien supérieur

« Assistant de manager » - définition et conditions de délivrance

NOR : ESRS1004390A

RLR : 544-4b

arrêté du 25-2-2010 - J.O. du 19-3-2010

ESR - DGESIP A2

Vu décret n° 95-665 du 9-5-1995 modifié ; arrêté du 15-1-2008 modifié ; avis de la commission professionnelle consultative « services administratifs et financiers » du 30-11-2009 ; avis du CSE du 28-1-2010 ; avis du CNESER du 15-2-2010

Article 1 - Les dispositions concernant les correspondances d'épreuves entre le brevet de technicien supérieur « assistant de direction » et le brevet de technicien supérieur « assistant de manager » figurant à l'annexe VI de [l'arrêté du 15 janvier 2008](#) susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Les candidats au brevet de technicien supérieur « assistant de direction » au titre de l'examen ou de la validation des acquis de l'expérience ayant échoué à la session 2009, peuvent être dispensés, à leur demande, de présenter la deuxième langue vivante étrangère du BTS « assistant de manager ».

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la session 2010.

Article 3 - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 2010

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle,

Patrick Hetzel

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat culturel

Missions des personnels enseignants au sein des services éducatifs des institutions culturelles

NOR : MENE1006823C
RLR : 501-0 ; 554-9
circulaire n° 2010-040 du 30-3-2010
MEN - DGESCO B2-3

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, inspectrices et inspecteurs pédagogiques régionaux ; aux délégué(e)s académiques à l'éducation artistique et à l'action culturelle ; aux inspectrices et inspecteurs de l'Éducation nationale ; aux chefs d'établissement d'enseignement

Dans nombre d'institutions culturelles et scientifiques (monuments, musées, théâtres, bibliothèques, services d'archives, muséums, etc.), des services éducatifs ont été mis en place dans le but de développer l'accueil, l'information et la sensibilisation des publics scolaires (élèves et professeurs) à toutes les formes de patrimoine, d'art et de culture, y compris dans leur dimension scientifique et technologique.

Dans une démarche contractuelle, les services éducatifs associent des personnels de l'État, des collectivités territoriales, le secteur associatif ou tout autre partenaire culturel local.

Le lien privilégié entre le monde de l'éducation et celui de la culture se trouve réaffirmé par la possibilité désormais offerte aux enseignants d'accéder gratuitement aux collections permanentes des musées et monuments nationaux grâce au pass éducation, ainsi que par la mise en place d'un « référent culture » dans chaque lycée ([circulaire n° 2010-012 du 29 janvier 2010](#) publiée au Bulletin officiel spécial n° 1 du 4 février 2010). Ce lien s'avère essentiel dans un contexte marqué par le renouvellement des programmes d'enseignement du primaire, du collège, des séries technologiques du lycée et du baccalauréat professionnel. Il s'inscrit en cohérence avec la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, décrite dans la [circulaire n° 2008-059 du 29 avril 2008](#). Il prend enfin tout son sens avec l'introduction du nouvel enseignement d'histoire des arts dans l'enseignement primaire et secondaire, prévue par l'[arrêté du 11 juillet 2008](#), publié au Journal officiel du 27 juillet 2008 (B.O.E.N. n° 32 du 28 août 2008).

Dans ce cadre, les personnels enseignants en mission auprès des services éducatifs accompagnent les professeurs dans la réalisation de leurs projets pédagogiques et jouent un rôle essentiel dans le développement de l'éducation artistique et culturelle. En outre, ils contribuent, par l'apport d'une réflexion d'ordre pédagogique, à l'enrichissement du projet éducatif de l'institution culturelle auprès de laquelle ils exercent leur mission.

La présente circulaire rappelle et précise la nature de la mission des personnels enseignants exerçant au sein des services éducatifs ainsi que les modalités de leur recrutement et de leur évaluation.

1 - La mission des personnels enseignants au sein des services éducatifs des institutions culturelles

La mission des personnels enseignants au sein des services éducatifs des institutions culturelles se décline selon quatre orientations principales :

1. Informer le milieu scolaire des activités et des ressources proposées par l'institution culturelle et promouvoir sa fréquentation par les enseignants et leurs élèves. Les personnels enseignants utilisent pour cela les sites internet académiques (délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle, sites disciplinaires des inspections académiques), ou interviennent directement auprès des établissements.

2. Concevoir et mettre en place un programme d'activités culturelles adapté au public scolaire et utile à la mise en œuvre des projets formulés par les professeurs dans le cadre des programmes d'enseignement ou de l'accompagnement éducatif. Cette orientation repose sur :

- le conseil aux enseignants ;

- une contribution à la préparation de l'accueil des élèves ;

- l'accompagnement des dispositifs du programme d'éducation artistique et culturelle (classes à PAC, ateliers artistiques, ateliers scientifiques et techniques, projets d'actions globalisés, etc.).

3. Contribuer à la conception et à la mise en œuvre des actions de formation initiale et continue à l'intention des enseignants du premier et du second degré dans le cadre des formations disciplinaires et interdisciplinaires, en concertation avec les autorités compétentes, qu'il s'agisse des services rectoraux ou des universités.

4. Produire et mettre à disposition des ressources pédagogiques : documents, dossiers thématiques en lien avec les programmes d'enseignement, mallettes pédagogiques, expositions itinérantes, etc. Ces ressources peuvent être élaborées en collaboration avec les centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique.

2 - Recrutement et évaluation des personnels enseignants au sein des services éducatifs

Le recrutement des personnels enseignants dans les services éducatifs fait l'objet d'un appel à candidatures. Ils sont nommés par le recteur d'académie sur proposition d'une commission de recrutement. Pour les personnels du premier degré, cette commission comprend le délégué académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle (DAAC), l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale (IA-DSDEN), et le responsable de l'institution culturelle. Pour les personnels du second degré, elle est composée du DAAC, d'un ou plusieurs représentant(s) des corps d'inspection disciplinaires (IA-IPR, IEN ET/EG) et du responsable de l'institution culturelle.

Les personnels enseignants retenus reçoivent une lettre de mission signée du recteur d'académie dans laquelle se trouvent spécifiés la nature, la durée et les objectifs de cette mission. Elle est transmise au responsable de la structure d'accueil du service éducatif.

Dans le cadre de leur mission au sein de ces services, les personnels enseignants sont placés sous l'autorité du responsable de l'institution culturelle concernée et sous la responsabilité administrative du DAAC. La responsabilité pédagogique incombe aux corps d'inspection pédagogique.

Les activités conduites par le professeur exerçant sa mission auprès du service éducatif doivent être évaluées et prises en compte dans le cadre de son parcours professionnel.

- Le professeur établit un bilan annuel de son activité. Ce document met en perspective l'ensemble des actions conduites au sein du service éducatif et leur portée au regard du contexte scolaire et culturel local. Visé par le responsable de l'institution culturelle, il est transmis au recteur d'académie.

- Pendant la durée de la mission, il est recommandé que le DAAC ou son représentant, obligatoirement associé à l'inspecteur habituellement responsable de l'évaluation pédagogique de l'enseignant (IEN-CCPD, IA-IPR, IEN ET/EG), s'entretienne avec lui dans le cadre de ses activités au sein du service éducatif. À l'issue de cette rencontre, un rapport est adressé au responsable de l'institution culturelle. Ce document permet de nourrir l'évaluation des corps d'inspection tout en fondant la décision du recteur d'académie de reconduire ou non la mission du professeur.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer

Enseignements primaire et secondaire

Baccalauréat général et technologique

Liste des académies et des collectivités d'outre-mer dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien à la session 2010

NOR : MENE1004282A

RLR : 544-0a ; 544-1a

arrêté du 2-3-2010 - J.O. du 16-3-2010

MEN - DGESCO A1-3

Vu code de l'Éducation, notamment articles L. 334-1, L. 336-1, D. 334-4 et D. 336-4 ; arrêtés du 15-9-1993 modifiés

Article 1 - Les épreuves obligatoires portant sur les langues énumérées ci-après : arabe littéral, arménien, cambodgien, chinois, danois, finnois, grec moderne, hébreu, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien, basque, breton, catalan, corse, créole, langues mélanésiennes, occitan-langue d'oc, tahitien pourront être subies à la session 2010 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique dans les académies ou collectivités suivantes :

Arabe littéral

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf les académies de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique et sauf les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ;

Arménien

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Versailles.

Cambodgien

Créteil, Paris, Versailles.

Chinois

Aix-Marseille, Amiens, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Guyane, La Réunion, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Danois

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Finnois

Caen.

Grec moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg, Versailles.

Hébreu moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Créteil, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Toulouse, Versailles ;

Japonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Nouvelle-Calédonie, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Néerlandais

Aix-Marseille, Créteil, Grenoble, Guyane, Lille, Nancy-Metz, Paris, Reims, Strasbourg, Versailles.

Norvégien

Caen, Strasbourg.

Persan

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Polonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Orléans-Tours, Paris, Reims, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Portugais

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Russe

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer sauf les académies de la Corse, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Suédois

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Turc

Aix-Marseille, Créteil, Grenoble, Nancy-Metz, Paris, Rennes, Strasbourg, Versailles.

Vietnamien

Créteil, Paris, Versailles.

Basque

Bordeaux.

Breton

Nantes, Rennes.

Catalan

Aix-Marseille, Montpellier, Toulouse.

Corse

Corse, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Créole guadeloupéen

Créteil, Guadeloupe, Paris, Versailles.

Créole guyanais

Créteil, Guyane, Paris, Versailles.

Créole martiniquais

Créteil, Martinique, Paris, Versailles.

Créole réunionnais

Créteil, La Réunion, Paris, Versailles.

Langues mélanésiennes (ajie, drehu, nengone, païci)

Nouvelle-Calédonie.

Occitan-langue d'oc auvergnat

Clermont-Ferrand, Créteil, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc gascon

Bordeaux, Créteil, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc languedocien

Bordeaux, Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc limousin

Bordeaux, Créteil, Limoges, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc nissart

Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc provençal

Aix-Marseille, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc vivaro-alpin

Créteil, Grenoble, Paris, Versailles.

Tahitien

Polynésie française.

Article 2 - Les recteurs dans leur académie et les vice-recteurs dans leur collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 2010

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Michel Blanquer

Personnels

Enseignement privé sous contrat

Contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat - année scolaire 2010-2011

NOR : MENF0931955A

RLR : 531-7

arrêté du 3-3-2010 - J.O. du 13-3-2010

MEN - DAF D1

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, porte parole du Gouvernement, et du ministre du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, en date du 3 mars 2010, le nombre de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant accéder à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles est fixé à 700 au titre de l'année scolaire 2010-2011 et se répartit ainsi qu'il suit :

- premier concours interne : 100
- liste d'aptitude : 600

Personnels

Enseignement privé sous contrat**Répartition par département, au premier concours interne, du contingent de promotions à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat - année scolaire 2010-2011**

NOR : MENF0931958A

RLR : 531-7

arrêté du 3-3-2010 - J.O. du 13-3-2010

MEN - DAF D1

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, en date du 3 mars 2010, le nombre de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, pouvant accéder au titre de l'année scolaire 2010-2011, par la voie du premier concours interne, à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles est fixé, pour chaque département, dans le tableau ci-annexé.

Annexe**Tableau de répartition entre les départements**

Code	Départements	Premier concours interne
001	Ain	1
002	Aisne	0
003	Allier	0
004	Alpes-de-Haute-Provence	0
005	Hautes-Alpes	0
006	Alpes-Maritimes	0
007	Ardèche	0
008	Ardennes	1
009	Ariège	0
010	Aube	2
011	Aude	0
012	Aveyron	1
013	Bouches-du-Rhône	2
014	Calvados	0
015	Cantal	0
016	Charente	1
017	Charente-Maritime	1
018	Cher	0
019	Corrèze	0
021	Côte-d'Or	0
022	Côtes-d'Armor	4
023	Creuse	0
024	Dordogne	0
025	Doubs	0
026	Drôme	1
027	Eure	1
028	Eure-et-Loir	1
029	Finistère	6
030	Gard	1
031	Haute-Garonne	0
032	Gers	0
033	Gironde	1

034	Hérault	1
035	Ille-et-Vilaine	14
036	Indre	0
037	Indre-et-Loire	0
038	Isère	1
039	Jura	0
040	Landes	0
041	Loir-et-Cher	0
042	Loire	0
043	Haute-Loire	0
044	Loire-Atlantique	1
045	Loiret	0
046	Lot	0
047	Lot-et-Garonne	0
048	Lozère	1
049	Maine-et-Loire	0
050	Manche	0
051	Marne	2
052	Haute-Marne	0
053	Mayenne	0
054	Meurthe-et-Moselle	0
055	Meuse	0
056	Morbihan	10
057	Moselle	0
058	Nièvre	0
059	Nord	0
060	Oise	0
061	Orne	0
062	Pas-de-Calais	0
063	Puy-de-Dôme	0
064	Pyrénées-Atlantiques	0
065	Hautes-Pyrénées	0
066	Pyrénées-Orientales	0
067	Bas-Rhin	0
068	Haut-Rhin	0
069	Rhône	2
070	Haute-Saône	0
071	Saône-et-Loire	0
072	Sarthe	1
073	Savoie	1
074	Haute-Savoie	0
075	Paris	1
076	Seine-Maritime	2
077	Seine-et-Marne	1
078	Yvelines	0
079	Deux-Sèvres	2
080	Somme	0
081	Tarn	0
082	Tarn-et-Garonne	0
083	Var	0
084	Vaucluse	0
085	Vendée	1
086	Vienne	1
087	Haute-Vienne	0
088	Vosges	1
089	Yonne	0
090	Territoire de Belfort	0
091	Essonne	0
092	Hauts-de-Seine	0

093	Seine-Saint-Denis	2
094	Val-de-Marne	0
095	Val-d'Oise	0
620	Corse-du-Sud	0
720	Haute-Corse	0
971	Guadeloupe	0
972	Martinique	0
973	Guyane	1
974	La Réunion	0
975	Saint-Pierre-et-Miquelon	0
987	Polynésie française	15
988	Nouvelle-Calédonie	15
Total		100

Personnels

Mouvement

Nomination sur les emplois fonctionnels de secrétaires généraux d'académie, d'établissements publics d'enseignement supérieur, administrateurs de l'EN, de l'ESR en rectorat, IA, EPLE, université et dans le réseau des œuvres universitaires et scolaires

NOR : MEND1007037N

RLR : 622-1 ; 622-3 ; 622-5b ; 622-5c

note de service n° 2010-041 du 30-3-2010

MEN - DE B1-2

Texte adressé aux secrétaires généraux d'académie, aux secrétaires généraux d'établissements publics d'enseignement supérieur, directeurs généraux des services ; aux administrateurs de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; aux rectrices et recteurs d'académie, chancelières et chanceliers des universités

La présente note de service précise les conditions de mobilité des personnels nommés sur les emplois fonctionnels administratifs des rectorats, des inspections académiques, de certains établissements publics locaux d'enseignement, des universités et du réseau des œuvres universitaires et scolaires. La mobilité est essentielle dans un parcours de carrière construit et maîtrisé.

L'objectif est de permettre une visibilité large sur les possibilités de mobilité, de susciter un plus grand nombre de candidatures et donc de favoriser la correspondance entre les compétences développées par les cadres et les compétences requises par les recruteurs. L'organisation de cette opération de gestion s'accompagne de publications de poste au fur et à mesure des vacances d'emplois déclarées.

Les fiches de poste détaillées sont affichées sur le site internet de la Bourse interministérielle de l'emploi public (Biep) et sur le site internet Evidens www.evidens.education.gouv.fr.

Les postes qui se libéreront au cours de l'année seront également publiés sur le site internet de la Biep et sur le site internet Evidens.

1 - Conditions de candidature

Peuvent se porter candidats les personnels remplissant les conditions statutaires pour être nommés SGA, SGEPEP/DGS ou AENESR. Ces conditions d'accès sont décrites dans les fiches métiers présentées sur le site internet à l'adresse indiquée ci-dessus.

Dans l'intérêt du service, une stabilité de trois ans dans le poste actuel est recommandée.

Les Casu ont la possibilité de participer à la fois à cette campagne de mobilité et au mouvement des Casu.

Les personnels sur emplois fonctionnels administratifs prochainement concernés par l'obligation statutaire de mobilité sont invités à s'inscrire sur le site. La durée du détachement ne peut pas excéder 10 ans (ou 8 ans pour les SGA). Cette invitation concerne bien entendu ceux qui doivent changer de poste en 2010. Il est également suggéré aux cadres, dont le dernier détachement dans le même emploi fonctionnel prendra fin en 2011 ou en 2012, d'anticiper la recherche d'un nouveau poste afin de pouvoir saisir, dès cette année, des opportunités qui se présentent et de bénéficier d'un plus grand nombre de possibilités d'orientation.

Il convient de rappeler que la direction de l'encadrement ne procède au renouvellement du détachement dans les emplois de SGEPEP/DGS et d'AENESR (5 ans) qu'une seule fois, soit dix ans au maximum. Toutefois, les SGEPEP/DGS et les AENESR qui se trouvent dans la position de solliciter la liquidation de leur droit à pension dans un délai de deux ans peuvent bénéficier d'une prolongation exceptionnelle de détachement dans le même emploi pour une durée de deux ans maximum.

2 - Modalités de candidature

2.1 Acte de candidature à un poste

Pour chaque emploi postulé, les personnels qui font acte de candidature transmettent **impérativement, et dans les meilleurs délais**, un curriculum vitae, (un CV type est en ligne sur le site www.education.gouv.fr, rubrique « concours, emplois et carrières », « personnels d'encadrement »), une lettre de motivation, une fiche d'inscription (voir annexe) par courriel à la direction de l'encadrement en se connectant sur le site www.education.gouv.fr, rubrique « concours, emplois et carrières », « personnels d'encadrement » (cliquer sur « mouvements des emplois fonctionnels administratifs » puis sur « envoyer mon inscription »).

Le curriculum vitae et la lettre de motivation doivent aussi être communiqués, selon le cas, par courrier :

- au recteur et à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale (IA-DSDEN) pour les postes en académie ou établissement public local d'enseignement ;
- au président ou au directeur pour les postes en université ou établissement d'enseignement supérieur ;
- au directeur du Centre national (Cnous) et au directeur du centre régional (Crous) pour les postes du réseau des œuvres universitaires et scolaires.

Un dossier complet comprenant, outre le curriculum vitae, la lettre de motivation, la copie du dernier arrêté d'avancement d'échelon et un avis hiérarchique détaillé au sujet de la candidature, sera communiqué ultérieurement par la voie hiérarchique à la direction de l'encadrement (adresse : ministère de l'Éducation nationale et ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, bureau des emplois fonctionnels et des carrières ou bureau DE B1-2, 72, rue Regnault, 75243 Paris cedex 13).

2.2 Expression des préférences en termes de mobilité

Les personnels qui envisagent une mobilité sur un emploi fonctionnel au titre de l'année scolaire 2010-2011 peuvent retourner par courrier électronique la fiche d'inscription jointe en annexe accompagnée d'un curriculum vitae à la direction de l'encadrement.

Les informations portées dans la fiche d'inscription (parties 2 et 3) permettent à la direction de l'encadrement d'actualiser ses données sur les souhaits de mobilité des personnels et de pouvoir les informer lorsqu'un poste correspondant à leurs souhaits et à leur profil se libère. Cela s'inscrit dans la politique de vivier développée par la direction de l'encadrement.

3 - Nominations

Les SGA et les AENESR des rectorats, des inspections académiques et des établissements publics locaux d'enseignement sont nommés par le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, sur avis du recteur.

Les SGEPEs/DGS et les AENESR des établissements d'enseignement supérieur sont nommés par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sur proposition du président d'université ou directeur d'établissement.

Les AENESR, directeurs adjoints des Crous, et les AENESR, directeurs de centre local des œuvres universitaires et scolaires, sont nommés par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sur proposition du directeur du Crous, après avis du directeur du Cnous et du recteur de l'académie.

Compte tenu du calendrier scolaire et universitaire, les mutations seront principalement effectuées entre le 1er septembre et le 1er octobre 2010.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
et par délégation,
Le directeur de l'encadrement,
Roger Chudeau

Annexe**Mobilité au titre de l'année scolaire 2010-2011 des personnels nommés sur emplois fonctionnels administratifs
Fiche d'inscription****Données personnelles et professionnelles (à renseigner obligatoirement)**

Nom	Prénom	
Date de naissance	Téléphone personnel	
Téléphone professionnel	Téléphone portable	
Courriel professionnel	Courriel personnel	
Corps/grade		IB dans le corps
Fonctions/Emploi		IB dans l'emploi (le cas échéant)
Établissement d'affectation		Date de prise de fonctions

1) Candidature(s)

a) Je me porte candidat sur le ou les postes publiés suivants :

-
-
-
-

b) Je me porte candidat à la mobilité au titre de l'année 2010-2011

2) Préférences en terme de mobilité (facultatif)**Préférences fonctionnelles**

SGA		AENESR en EPSCP	
SGEPES/DGS		AENESR directeur adjoint de Crous	
AENESR adjoint d'un SGA		AENESR, directeur de Clous	
AENESR, SG d'IA		AENESR en EPLE	

Préférences géographiques (par ordre de préférence) (3 choix au maximum, à numéroter de 1 à 3)

Aix-Marseille	Dijon	Martinique	Reims
Amiens	Grenoble	Montpellier	Rennes
Besançon	Guadeloupe	Nancy-Metz	Rouen
Bordeaux	Guyane	Nantes	Strasbourg
Caen	La Réunion	Nice	Toulouse
Clermont-Ferrand	Lille	Orléans-Tours	Versailles
Corse	Limoges	Paris	Hors DOM et métropole
Créteil	Lyon	Poitiers	Toutes académies

3) Observations ou précisions au sujet des préférences exprimées

Date, signature :

Une fois complété, cet imprimé sera retourné par courriel à la direction de l'encadrement
de-b1-2@education.gouv.fr

Mouvement du personnel

Nominations

Candidats admis au concours sur titres de recrutement des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux, au titre de l'année 2009

NOR : MEND1000320A
arrêté du 1-4-2010
MEN - DE B2-2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 90-675 du 18-7-1990 modifié, notamment articles 22, 28 et 49 ; décret n° 94-874 du 7-10-1994 ; décret n° 2009-1302 du 26-10-2009 ; arrêté du 18-4-2002 ; arrêté du 26-10-2009 ; arrêté du 17-11-2009 ; liste d'admission au concours sur titres de recrutement d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux - session 2009

Article 1 - Les fonctionnaires admis au concours troisième voie de recrutement sur titres dans le corps des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux, à la session 2009, dont les noms suivent, sont nommés, pour une période d'un an à compter du 3 mars 2010 inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux stagiaires :

Nom-Prénom	Discipline	Académie d'origine	Statut d'origine
Monsieur Daniel Assouline	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris
Monsieur Philippe Cocquebert	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris
Monsieur Fabrice Larche	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris
Mademoiselle Camille Le Caruyer de Beauvais	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris
Madame Danièle Houpert-Merly	Administration et vie scolaire	Poitiers	Professeure agrégée
Monsieur Raymond Riquier	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris
Monsieur Alain Sedilot	Administration et vie scolaire	Montpellier	inspecteur de la jeunesse et des sports
Monsieur David Teillet	Administration et vie scolaire	Paris	inspecteur de l'académie de Paris

Article 2 - Les inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux stagiaires cités à l'article 1 ci-dessus sont classés dans la classe normale du corps des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux dans les conditions fixées à l'article 28 du [décret du 18 juillet 1990](#) modifié susvisé, à compter du 3 mars 2010.

Article 3 - Un arrêté ultérieur précisera l'affectation dans les rectorats des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux stagiaires à dater du 3 mars 2010.

Article 4 - Le directeur de l'encadrement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale.

Fait à Paris, le 1er avril 2010
Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
Luc Chatel

Mouvement du personnel

Nominations

Chef du service académique d'information et d'orientation, délégué régional de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions de l'académie de Poitiers

NOR : MEND1000253A
arrêté du 8-3-2010
MEN - DE B1-2

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, en date 8 mars 2010, Patrice Herzecke, inspecteur de l'Éducation nationale (IO) à l'inspection académique d'Indre-et-Loire (académie d'Orléans-Tours), classe normale, est nommé chef du service académique d'information et d'orientation (CSAIO), délégué régional de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Dronisep) de l'académie de Poitiers à compter du 15 mars 2010.

Mouvement du personnel

Admission à la retraite

Inspecteur général de l'Éducation nationale

NOR : MENI1000666A

arrêté du 1-3-2010 - J.O. du 11-3-2010

MEN - IG

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, en date du 1er mars 2010, Philippe Barret, inspecteur général de l'Éducation nationale, est admis, par limite d'âge, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 16 novembre 2010.

Informations générales

Vacances de postes

Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis et des Loges à Saint-Germain-en-Laye - rentrée scolaire 2010-2011

NOR : MENH1000249V
avis du 17-3-2010
MEN - DGRH B2-4

Poste de conseillère principale d'éducation susceptible d'être vacant au sein de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges

Profil

La Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges (78) recrute, par voie de détachement, pour la rentrée de septembre 2010, une conseillère principale d'éducation titulaire et possédant au moins 5 ans d'expérience.

Caractéristique

La Maison d'éducation est un internat de 500 jeunes filles, de la 6ème à la 3ème. Les élèves sont impérativement filles, petites-filles ou arrière-petites-filles de membres de la Légion d'honneur, de médaillés militaires ou de membres de l'Ordre national du mérite. 60 % d'entre-elles viennent de la région parisienne et 40 % viennent de la province ou de l'étranger.

Missions

Les candidates auront à gérer un internat où la vie scolaire est très intense. Ce poste implique également une vraie direction des ressources humaines, puisque l'établissement compte un peu moins de 10 chargées d'éducation, assistantes d'éducation et maîtresses au pair (emploi du temps, gestion des activités culturelles, animation de la vie scolaire, aide aux examens et concours, etc.).

Poste logé dans un site classé (RER A, station Saint-Germain-en-Laye).

Pas de permanences pendant les vacances scolaires.

Constitution du dossier

Les candidates devront faire parvenir, **dans un délai d'un mois**, une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae par mail : <mailto:secretariat.ig@laposte.net>, par fax au 01 39 04 10 41, ou par courrier à l'intendante générale, Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges, B P 80866, 78108 Saint-Germain-en-Laye cedex
Prise de rendez-vous pour un entretien avec l'intendante générale (principale) : tél. : 01 39 04 10 45.

Poste de conseillère principale d'éducation susceptible d'être vacant au sein de la Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis

Profil

La Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis (93) recrute, par voie de détachement, pour la rentrée de septembre 2010, une conseillère principale d'éducation, titulaire et possédant au moins 5 ans d'expérience.

Caractéristique

La Maison d'éducation est un internat de 500 jeunes filles, de la seconde aux classes post-baccalauréat (classes préparatoires et BTS commerce international). Les élèves sont impérativement filles, petites-filles ou arrière-petites-filles de membres de la Légion d'honneur, de médaillés militaires ou de membres de l'Ordre national du mérite. 60 % d'entre-elles viennent de la région parisienne et 40 % viennent de la province ou de l'étranger.

Missions

Les candidates auront à gérer un internat où la vie scolaire est très intense. Ce poste implique également une vraie direction des ressources humaines, puisque l'établissement compte un peu moins de 40 chargées d'éducation, assistantes d'éducation et maîtresses au pair (emploi du temps, gestion des activités culturelles, animation de la vie scolaire, aide aux examens et concours, etc.).

Poste logé dans un site classé (métro Basilique de Saint-Denis).

Pas de permanences pendant les vacances scolaires.

Constitution du dossier

Les candidates devront faire parvenir, **dans un délai d'un mois**, une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae :
par mail, à : <mailto:secretariat-surintendante@melh.fr>, par fax au 01 48 09 39 93 ou par courrier à la surintendante Maison d'éducation de la légion d'honneur, 5, rue de la Légion d'honneur, 93200 Saint-Denis. Prise de rendez-vous pour un entretien avec la surintendante (proviseur) : tél. 01 48 13 13 31.

Poste de professeur certifié d'éducation musicale et chant choral

La Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges à Saint-Germain-en-Laye recrute, à temps plein, par voie de détachement, sur un poste vacant un(e) professeur(e) certifié(e) d'éducation musicale et chant choral.

Le ou la professeur(e) recruté(e) intégrera une équipe pédagogique constituée de cinquante enseignants intervenant dans 21 classes, y scolarisant les 480 élèves, toutes internes et répondant aux conditions d'entrée régies par les codes de la Légion d'honneur, la Médaille militaire et l'Ordre national du mérite.

Il ou elle contribuera étroitement au projet d'établissement de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges, collège public caractérisé par :

- un large éventail d'options : classes maîtisiennes à horaires aménagés sur la totalité du cursus collège, cursus bilangue anglais-allemand dès la 6ème, LV 2 dès la 5ème (choix entre l'allemand, le chinois ou l'espagnol), option anglais renforcé équivalent aux sections européennes anglais ;

- une gamme étendue d'activités extra-scolaires : voyages pédagogiques, échanges linguistiques, sorties culturelles, ateliers artistiques et sportifs, clubs, chorales, orchestre, à quoi s'ajoutent les activités proposées par l'école de musique intégrée à la Maison d'éducation de la légion d'honneur.

Le ou la professeur(e) certifié(e) rejoindra une équipe pédagogique de quatre enseignants.

Il/elle se verra confier quelques heures de formation musicale dispensées aux élèves en classe de maîtrise. De plus, il/elle doit être détenteur, au minimum, d'un diplôme de fin d'études ou équivalent en piano et piano d'accompagnement.

Il/elle sera appelé(e) à participer activement aux projets interdisciplinaires contribuant à la mise en œuvre des nouveaux programmes, en particulier ceux relatifs à l'enseignement de l'histoire des arts.

Le dossier de candidature, comportant un curriculum vitae détaillé et une lettre de motivation, sera adressé, **dans un délai d'un mois**, à compter de la date de publication, à l'intendante générale de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges, BP 80866, 78108 Saint-Germain-en-Laye cedex.

Les candidats solliciteront un entretien avec Madame Dominique Dupont, intendante générale.

Les renseignements utiles pourront être demandés auprès du secrétariat de l'intendante générale : tél. : 01 39 04 10 45.

Les professeurs intéressés pourront également consulter le site internet de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges : <http://www.melh.info/>

Poste de professeur certifié d'anglais

La Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges à Saint-Germain-en-Laye recrute, par voie de détachement, sur un poste vacant à temps partiel (13h / 18h), un(e) professeur(e) certifié(e) d'anglais.

Le ou la professeur(e) recruté(e) intégrera une équipe pédagogique constituée de cinquante enseignants intervenant dans 21 classes, y scolarisant les 480 élèves, toutes internes et répondant aux conditions d'entrée régies par les codes de la Légion d'honneur, la Médaille militaire et l'Ordre national du mérite.

Il ou elle contribuera étroitement au projet d'établissement de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges, collège public caractérisé par :

- un large éventail d'options : classes maîtisiennes à horaires aménagés sur la totalité du cursus collège, cursus bilangue anglais-allemand dès la 6ème, LV 2 dès la 5ème (choix entre l'allemand, le chinois ou l'espagnol), option anglais renforcé équivalent aux sections européennes anglais ;

- une gamme étendue d'activités extra-scolaires : voyages pédagogiques, échanges linguistiques, sorties culturelles, ateliers artistiques et sportifs, clubs, chorales, orchestre, à quoi s'ajoutent les activités proposées par l'école de musique intégrée à la Maison d'éducation de la légion d'honneur.

Le ou la professeur(e) certifié(e) intégrera une équipe pédagogique constituée de quatre enseignantes. Seront particulièrement appréciées ses expériences et implications antérieures, notamment dans la mise en œuvre des nouvelles modalités d'enseignement, évaluation et certification en langue anglaise, la liaison troisième-seconde, les pratiques de pédagogie différenciée recourant aux nouvelles technologies.

Le dossier de candidature, comportant un curriculum vitae détaillé et une lettre de motivation, sera adressé, **dans un délai d'un mois**, à compter de la date de publication, à l'intendante générale de la Maison d'éducation de la légion d'honneur des Loges, BP 80866, 78108 Saint-Germain-en-Laye cedex.

Les candidats solliciteront un entretien avec Madame Dominique Dupont, intendante générale. Les renseignements utiles pourront être demandés auprès du secrétariat de l'intendante générale : tél. : 01 39 04 10 45.

Les professeurs intéressés pourront également consulter le site internet de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur des Loges : <http://www.melh.info/>

Informations générales

Vacances de postes

Centre national de documentation pédagogique

NOR : MENY1000245V

avis du 16-3-2010

MEN - CNDP

Recrutement d'enseignants au CNDP, postes basés à Chasseneuil-du-Poitou :

- Chargé(e) de mission langues vivantes - Poste vacant à compter du 1-9-2010
- Chargé(e) de mission mathématiques - Poste vacant à compter du 1-9-2010
- Chargé(e) de mission arts plastiques - Poste vacant à compter du 1-9-2010
- Chargé(e) de mission cinéma - Poste vacant à compter du 1-9-2010
- Chargé(e) de mission éducation musicale - Poste vacant à compter du 1-9-2010

Contact : CNDP / directeur général du CNDP, @ 4 BP 80158 Futuroscope cedex.

Les profils des postes d'enseignants sont consultables sur le site internet du CNDP : [.www.cndp.fr](http://www.cndp.fr).